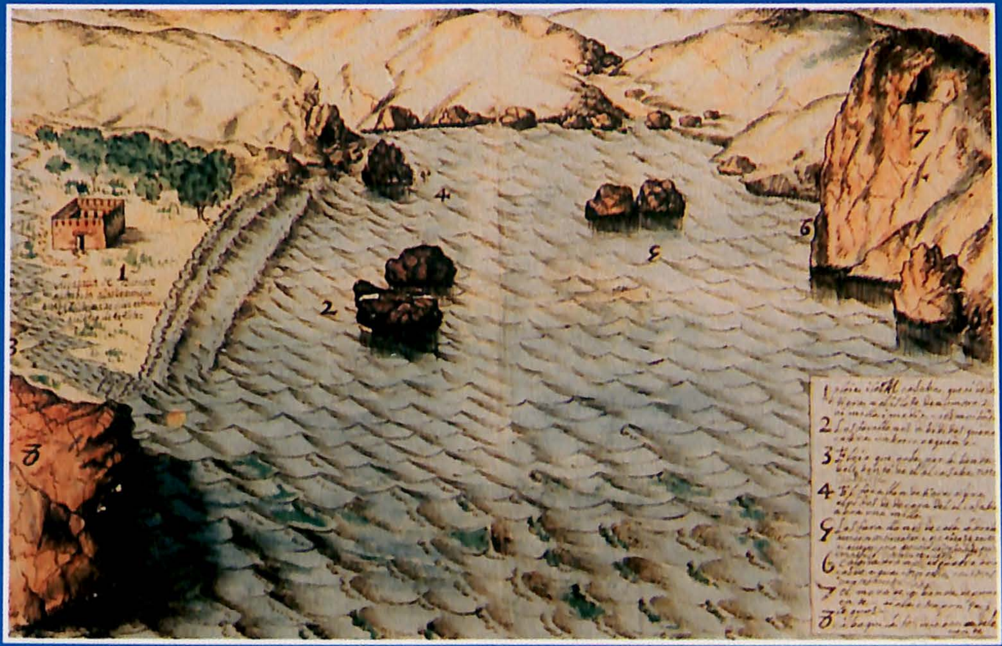
ANNALES du RIF

Revue Marocaine Historique et Culturelle



- Les africanistes espagnoles et l'occupation du Maroc.
- Les africanistes espagnoles et l'occupation du Maroc.
- La migración rifeña.

N° 2 Deuxième Année 1999 30 Dhs

ANNALES du RIF

ANNALES du RIF

Revue Marocaine Historique et Culturelle

N° 2 Deuxième Année 1999

Directeur responsable : **Hassan EL JARMOUNI**

Rédacteur en chef : **Mohamed OUNIA**

Comité de rédaction : **Jamal AMEZIAN**
Abdelhamid RAISS
Hassan HAOURIGUI

Mise en pages : **Jamal AMEZIAN**

Adresse : **BP. 263 - AL HOCEIMA, MAROC**

☎ : 09 – 982250 Fax : 09 - 980584

Les opinions exprimés dans les articles ou dans les documents reproduits n'engagent pas la Rédaction, et demeurent strictement personnelles aux auteurs.

Dossier de presse : **2 / 1997**
Déposition légale : **6 / 1998**

Couverture : **l'occupation d'Al Hucemas (Nekor) en 1673**
Document communiqué par le professeur Housseïn BOUZINEB (Faculté des Lettres-Rabat)

Table des matières

🗁 Editorial..7

🗁 A propos de la colonisation espagnole dans le Nord du Maroc :
Le mouvement africaniste espagnol et l'occupation du Maroc.
Mimoun AZIZA.........................11

🗁 *Le fait urbain* dans la province d'Al Hoceima (Rif central) :
Passé, présent et devenir :
Said EL SABRI. 21

🗁 Comportement hydrologique de l'Oued Nekour en période d'étiage.
Khalid OBDA......... 55

🗁 *La migración rifeña* a Boadilla del Monte en el contexto de la inmigración extranjera en la Mancomunidad « la Encina » (Madrid).
Joaquín EGUREN RODRIGUEZ.... 63

Editorial

La Méditerranée, a constitué, à travers l'histoire, un espace de contact et d'échange entre les différentes civilisations.

Vu sa situation géographique sur la façade méditerranéenne du Maroc, le Rif n'est pas resté à l'écart de cette influence réciproque.

Mais, à cause du déséquilibre des forces entre les deux rives du bassin méditerranéen au profit de l'Europe capitaliste, le littoral rifain, à l'instar des autres côtes marocaines, se trouvait sous la menace des visées des puissances rivales européennes.

En effet, depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, le sujet de la mer et tout ce qui s'y rapporte comme activités maritimes et commerciales sur les côtes marocaines du Rif, était au centre des problèmes débattus entre les responsables marocains d'une part, et les membres de l'ancien corps diplomatique siégeant à Tanger, de l'autre.

En témoignent l'abondance des correspondances échangées à ce propos par les deux parties (marocaine et étrangère) et la gravité des événements résultant des conflits maritimes, dont certains ont pris une dimension internationale.

Jusqu'à présent, l'histoire maritime de la région rifaine demeure complexe, diverse, et par conséquent, ambiguë.

*Donc, le choix du thème «**le Rif et la Méditerranée** » auquel est consacré le deuxième numéro de notre revue «**Annales du Rif** » n'est pas un fait du hasard. Il n'est pas non plus dicté par une volonté de restituer les événements qui se sont succédé dans nos rivages du Nord. Il s'agit plutôt d'une tentative de mieux cerner pour comprendre davantage, la genèse et les circonstances déterminant un ensemble de phénomènes et problèmes d'ordre socio-économique ou politique et culturel, que connaît actuellement la région concernée et qui semblent intimement liés au monde maritime.*

En effet, nous estimons que sans cette référence à l'histoire qu'il faudrait revisiter pour la réécrire, ces problèmes demeureront incompréhensibles.

*Le volet arabe de ce thème contient la traduction d'une étude ancienne mais importante malgré les préjugés colonialistes de son auteur français qui l'a publiée en 1872 dans «la Revue africaine» sous le titre : « **Les villes maritimes du Maroc : la contrée du rif** ».*

*Le second article remet en cause les connaissances concernant le processus de ce que la littérature coloniale appelle «**la piraterie rifaine** » et ce, en dégagent les différentes phases de cette activité maritime, pour distinguer ensuite, le mythe de la réalité de cette question qui fut le cheval de Troie servant aux puissances européennes d'élargir leur champ d'action dans le Nord du Maroc.*

*Dans le même sens, l'article intitulé : « **la campagne makhzénienne contre les Baqquioua en 1898**», met en évidence les étapes fondamentales de cet événement qu'a connu la région vers la fin du siècle dernier. Il s'agit de l'expédition (harka) menée, en 1898, contre la tribu la plus soupçonnée d'avoir commis des actes de «piraterie » contre les bateaux étrangers, la tribu Boqqouia.*

*D'autre part, l'approche de «**la question des mines du Rif**» pendant la période pré-coloniale, évoque les origines et les conséquences de cette affaire qui a, à son tour, attiré l'attention des hommes d'affaires européens qui se hâtaient pour prendre le chemin de l'aventure vers l' « Eldorado » du Rif.*

*Pour enrichir ce dossier, la partie consacrée aux «**textes et documents** » (en arabe), ajoute plusieurs illustrations au sujet de l'histoire maritime, aussi bien sur le plan local qu'au niveau national et méditerranéen ; à savoir, entre autres, les «archives » de la tradition orale ayant un intérêt particulier. Non seulement parce qu'elles sont des témoignages inédits d'un groupe d'hommes distingués qui ont pleinement participé aux événements de la guerre libératrice du Rif (1921-1925), mais aussi, parce qu'elles sont riches en détails rares qui révèlent l'importance de la mer dans la vie quotidienne des gens de cette époque.*

Pourtant, la Méditerranée n'a pas été uniquement un lieu de tension et de confrontation ; mais aussi un espace de tolérance et de respect de la différence.

En outre, elle représente un espace vital pour la population locale, et par conséquent, constitue pour notre pays une ressource susceptible de contribuer

à sa sécurité alimentaire, et une composante fondamentale de son développement.

Il faut signaler également qu'en abordant un chantier aussi vaste, riche et dynamique que celui du «Rif et la mer », la revue ne prétend pas répondre à toutes les questions qu'elles soient historiques, économiques ou culturelles, etc...., qui se posent ou qui peuvent être posées à ce sujet, mais, au contraire, le comité de la rédaction pense que plusieurs lacunes scientifiques restent à combler.

Notre préoccupation principale est d'attirer l'attention des chercheurs à travers les modèles disponibles, afin de contribuer à la réécriture de l'histoire de cette région du Maroc. D'autre part, notre souci, faut-il le rappeler, est de confirmer la nécessité d'une réflexion interdisciplinaire sur l'héritage d'hier, les structures et secteurs d'aujourd'hui et le devenir de cette province largement ouverte sur le monde méditerranéen.

*Parallèlement, les contributions «**hors thèmes** », et surtout celles du volet étranger, quoiqu'elles appartiennent à des disciplines différentes, elles s'articulent autour d'un même espace, celui de la zone rifaine.*

Ainsi, ces études, soulignent combien l'héritage historique marque cette zone, et rappellent ensuite, quelques aspects de la transformation de ses structures économiques, le processus de son urbanisation, les conditions sociales de ses habitants, notamment l'émigration de la main-d'œuvre rifaine entre hier (Algérie) et aujourd'hui (Europe occidentale), et enfin, la spécificité de sa culture.

La rédaction

A propos de la colonisation espagnole dans le Nord du Maroc :

Le mouvement africaniste espagnol et l'occupation du Maroc

Mimoun AZIZA
Faculté des Lettres – Meknes

Cet article a pour but de traiter quelques aspects de la politique coloniale espagnole au Nord du Maroc et d'analyser également les conditions historiques de cette intervention coloniale. S'agit-il des raisons classiques du colonialisme, ou il est plutôt question d'une colonisation «spirituelle, culturelle et sentimentale» dont préfèrent parler les africanistes espagnoles ? Et puis quel est le poids des intérêts économiques et financiers dans cette aventure coloniale ?

Le mouvement africaniste et l'occupation du Maroc :

Les origines de l'occupation espagnole du Maroc remontent à la fin du XIX^{ème} siècle. Après avoir perdu ses anciennes colonies en Amérique latine, l'Espagne tourne ces regards vers le pays voisin, au moment où le Maroc était l'objet d'une grande concurrence entre les puissances coloniales pour l'occuper. L'Espagne surveille de près l'évolution de la situation politique au Maroc. Elle considère que le voisinage, l'occupation des «présides » : Ceuta et Melilla, et une longue histoire commune, lui donnaient des droits particuliers sur ce pays, «*une mission à accomplir* ». Elle estime également que son avenir serait en danger, si la France ou l'Angleterre, s'installait au Maroc. Elle considère le Maroc comme le prolongement de son territoire : « *L'Espagnol se regarde au Maroc comme chez lui, il y trouve un sol pareil au sien ...les forêts elles-mêmes lui rappelaient les forêts de la Péninsule* .» [1]

Avant d'aborder les conditions de l'intervention espagnole dans le Nord du Maroc, nous proposons de revenir sur l'intérêt porté par quelques auteurs africanistes aux questions marocaines. Il s'agit notamment de Joaquín GATELL, Joaquín COSTA MARTINEZ et Gonzalo de REPARAZ. Joaquín

---

(1) - « *L'Espagne et le Maroc* » in. Grande Revue, mars, 1903.

GATELL [(2)] a effectué un voyage à travers le Sous, l'oued Noun et les Tekna entre 1864-1865. Il était chargé d'une mission secrète par le gouvernement espagnol, qui voulait faire reconnaître le territoire concédé à l'Espagne par l'article 8 du traité de Tetouan[(3)]. En 1878, il fit une nouvelle randonnée à travers le Maroc, qu'il parcourut du sud au nord, et il mourut subitement à Cadix le 13 mai 1879, alors qu'il projetait une troisième expédition au cours de laquelle il voulait remonter la Moulouya, en partant de Melilla, gagner la haute vallée de Drâ et rejoindre ainsi l'Atlantique.

Pendant quelques années, Joaquín COSTA s'intéresse aux questions africaines. Le 11 mars 1882, il fit au «circulo de la Unión Mercantil » de Madrid, une grande conférence sur le commerce espagnole et la question de l'Afrique. La conférence fut imprimée sous ce titre à Madrid en 1882 par l' «imprenta de la revista de legislación a cargo de M. RAMOS ». Elle se présente comme une introduction au cours sur l'Afrique, que l'auteur propose de donner l'année d'après. Nous présenterons ici une brève analyse, des grandes lignes de ce texte, faite par Robert RICARD [(4)].

Contrairement à l'usage habituel en Espagne, l'auteur ne prend pas le mot Africa au sens restreint du Maroc. Il étudie successivement : 1er les colonies portugaises, 2ème la part du littoral qui appartient à l'Espagne dans le golf de Guinée, 3ème la côte du Sahara, 4ème le Maroc.

1. L'empire luso-africain a pour l'avenir de l'Espagne, «*une importance supérieure à celle qui actuellement pour le Portugal* ». Il comprend : les côtes du cap vert, la Guinée portugaise, S. Tomé et Principe, l'Angola et le Mozambique.

---

(2) - Pour la biographie de GATELL, on pourra se reporter à un article de **Tomas García FIGUERAS** dans « *Africa* », Juillet 1934, p.131.

(3) - Voir **Francisco MERY y Colon**, *mi embajada extraordinaria a Marruecos en 1863*, 2° edición, Madrid, 1894, p.94.

(4) - Voir **Robert RICARD**, *études hispano-africaines*, Instituto General Franco de Estudios e Investigaciones hispano-árabe, Tetuan, Imp. Del Majzen, 1956, p.190.

2. Les possessions espagnoles du Golf de Guinée comprennent le territoire du Rio Muni annexé en 1858, avec l'île de Corisco, les deux îles d'Elobey et l'île de Fernando Poo.

3. Sur le troisième point, Costa se limite au Sahara occidental et laisse de côté la question des pêcheries africano-sahariennes. Il faut, dit-il, attaquer le marché du Soudan par le sud (Guinée) et par le nord-ouest (sahara occidental). Il importe donc d'établir une factorerie en Santa Cruz de Mar Pequeña dans l'embouchure de Ifni ou de Chibica. Il faudrait également en fonder une à Tarfaya (cap Juby), pour concurrencer la factorerie anglaise de Mackenzie.

Ce mouvement africaniste était avant tout, le reflet espagnol d'un mouvement européen animé par la soif d'exploration et encouragé par diverses sociétés, notamment l'Association pour l'exploration de l'Afrique patronnée par les rois de Belge. Cette association eut une section en Espagne : l'Association Espagnole pour l'exploration de l'Afrique fondée en 1877. Parallèlement il existait déjà la société de géographie de Madrid créé en 1876. Au début ces organisations avaient un caractère scientifique, mais plus tard des idées politiques commencent à apparaître clairement, surtout à partir de 1883 avec la création de la société espagnole des Africanistes et colonialistes. L'année suivante, cette société organise au théâtre d'Alhambra de Madrid un meeting, qui eut pour conséquence, une série de pétitions adressées aux Cortes en 1884-1885 par trente quatre associations ou organismes de Madrid, Valence, Valladolid, Séville, Huelva, Cadix, etc.... et, en outre par la « sociedad económica de las Palmas», la municipalité de Ceuta, «El Eco de Ceuta.».Ces pétitions étaient inspirées par la société des Africanistes dont les vœux étaient les suivants :

1. Le maintien de l'indépendance et de l'intégralité de l'empire chérifien.
2. Le développement des relations de toute espèce avec celui-ci.
3. La collaboration de l'Espagne au progrès social et économique du Maroc par tous les moyens compatibles avec les possibilités diplomatiques.

Ces pétitions ont été rassemblées dans une publication intitulée «la politique hispano-marocaine et l'opinion publique en Espagne» (Madrid 1885), qui forme le tome II de la «Biblioteca de la sociedad Española de Africanistas y colonistas»[5].

---

(5) - **Robert RICARD**, op. cit. pp. 192-193.

Il ne faut pas oublier, pour bien se présenter l'ambiance de cette époque, que, de 1872 à 1884, on voit se multiplier en Espagne les publications africanistes, de valeur fort inégale. Les «Rudimentos» de P. Lerchundi ouvrent la marche en 1872. Ensuite on relève, par exemple, en 1876 «El país del misterio» de José Alvarez Pérez,en 1877 les «viajes por Marruecos» de P. de Unistazu, en 1878 la «Descripción histórica de Marruecos» de Manuel G. Llana et Tirso Rodrigañez , en 1881 les «Estudios políticos y sociales sobre Marruecos» de Felipe Ovilo Canales et «Marruecos, el país y los habitantes» d 'Adolfo Von Couring, en 1882 et en 1883 deux ouvrages de Bonelli ,«Imperio de Marruecos y su constitución » et «observaciones de un viaje por Marruecos».Cette énumération, certainement incomplète, donnera une idée de la fermentation qui se ferait alors en Espagne autour des problèmes africains.

Gonzalo Reparaz, une grande figure du mouvement africaniste, en parlant de cette période a déclaré que le mouvement africaniste avait été un feu de paille [6] . Il est exact que les manifestations de 1882-1885, et les explorations de 1884-1886 qui en furent la conséquence, eurent peu de suites immédiates, mais elles eurent des suites lointaines. Elles préparent l'Espagne à l'occupation du Maroc.

Quelle est la position du mouvement africaniste à propos de l'occupation du Maroc ?

Nous aborderons ce point à partir de quelques textes des grands africanistes publiés dans «Cuadernos Africanos y Orientales» [7]. Ce qui ressort de l'ensemble de ces textes, c'est que le point de vue des africanistes est assez confus. D'une part ils défendent l'indépendance du Maroc et l'intégralité de son territoire et d'autre part, ils encouragent la pénétration pacifique de l'Espagne au Maroc, et notamment dans la partie Nord, afin de défendre ses intérêts stratégiques et économiques.

Un grand africaniste, qui est Joaquín Costa, s'adresse aux autorités espagnoles afin de garantir l'indépendance du Maroc : « *respecter l'intégrité et l'indépendance du Maroc n'est pas suffisant, l'Espagne doit en plus la garantir*

(6) - **Gonzalo REPARAZ**, *Paginas turbias* , p.318, cité par Robert RICARD, op. cit. p.194.

(7) -*Cuadernos Africanos y Orientales*, n° 35, 1956, publié par Instituto de Estudios Políticos, Madrid.

contre toute tentative d'annexion, de protectorat ou de démembrement» [8]. Dans un autre contexte Joaquín COSTA lui-même exprime son souhait de voir l'Espagne occuper le Rif : «*Le Maroc est le prolongement de l'Espagne, une partie des Rifains souhaitaient l'annexion de leur pays par l'Espagne. En plusieurs occasions, ils ont fait des démarches dans ce sens, en particulier ceux des environs de Melilla. Malheureusement, le gouvernement espagnol n'a aucune politique au Maroc* »[9].

La présence espagnole au Maroc est un devoir historique : «*Le Maroc a accompli, au moyen âge, le destin de fonder une civilisation dans notre péninsule et l'Espagne dans les temps modernes, a la mission providentielle de promouvoir une civilisation au Maroc.* »[10] En 1893, Gonzalo de REPARAZ, une autre grande figure du mouvement africaniste espagnol, reprend le même thème que les africanistes précédents sur la similitude de l'Espagne et du Maroc qu'il appelle «España mauritana». Sa description de la population marocaine a pour but de prouver qu'un même peuple vit sur les deux rives du détroit, «*le Maroc nous revient pour sa position géographique et pour la tradition historique* »[11].

Le mouvement africaniste était conscient de la faiblesse du capitalisme espagnol qui ne pouvait pas prétendre à des intérêts économiques importants au Maroc, la raison pour laquelle il insiste sur les raisons historiques et la proximité géographique : «*nous, les espagnols, nous avons une dette à payer aux marocains,* disait CARVAJAL. *Quand ils nous ont dominé, ils ont laissé entre nous des germes féconds qui ont contribué à développer notre agriculture, nos arts et nos connaissances scientifiques. C'est ça la vérité, et cette dette nous devrons la payer en conquérant de nouveau le Maroc* (...) *Nous voudrions encourager l'enseignement, leur apprendre l'art et la science, leur donner des méthodes de l'organisation administrative et étudier leur*

---

(8) - **Joaquín COSTA Martínez**, *discursos en el Teatro de la Alhambra de Madrid*, 1884, cité par **José María CORDERO** , «*el pensamiento español sobre Marruecos : problemas nuevos, criterios perennes* », in Cuadernos Africanos y Orientales, n° 35 , 1956, p.17.

(9) - **Robert RICARD**, «*contribution à l'étude du mouvement africaniste en Espagne de 1860 à 1912*», in . Etudes Hispano-Africaines, Tetuan, 1956, p.196.

(10) - **Joaquín Costa**, op. cit. p.17.

(11) - **Gonzalo de REPARAZ**, *nociones de política hispano-marroquí, 1893,* cité par **José María CORDERO**, art. cit. p.19.

territoire. Que nos ingénieurs les aident à tracer et à construire les routes, les ports et d'autres travaux publics nécessaires pour le développement des richesses de ce pays.»[12]

En tout cas, les africanistes étaient pour une pénétration pacifique au Maroc, pas d'occupation directe par l'armée, mais plutôt défendre les intérêts stratégiques et économiques de l'Espagne et empêcher la France et l'Angleterre de l'occuper. «*Ce que veut l'Espagne ce n'est pas dominer le Maroc, ni ramener les armes jusqu'à l'Atlas. Ce qui l'intéresse c'est que de l'autre côté du détroit se constitue une nation virile, indépendante et instruite, l'alliée naturelle de l'Espagne, unie à nous par les liens des intérêts communs, comme elle est par les liens de voisinage et de l'histoire.* »[13]

A propos des origines de la colonisation espagnole au Maroc :

En plus des intérêts stratégiques de l'Espagne au Maroc et les liens historiques entre les deux pays, d'autres raisons d'ordre politique et économique ont poussé l'Espagne à s'intéresser au Maroc. L'Espagne traversait une grave crise économique et financière, elle a eu alors recours au moyen classique qui consiste à porter la guerre à l'étranger et créer de ce fait des motivations nouvelles et d'autres centres d'intérêts. Par sa politique marocaine, l'Espagne essayait d'extérioriser ses problèmes internes, de trouver un marché en remplacement du marché américain perdu en 1898, et d'ouvrir un nouveau champ d'action pour l'armée qui, «*battue et humiliée, avait dû se regrouper en péninsule où elle rongeait son frein, n'ayant plus la raison d'être, officiers sans soldats, cadres en demi-solde, loin d'aider le régime, risquait bien au contraire, de se retourner contre lui.* »[14]

Les généraux et les officiers coloniaux rendent la classe politique responsable de l'échec de l'Espagne dans le Rif. Leurs reproches portent essentiellement sur l'insuffisance des moyens matériels et humains qui leurs sont concédés. [15]

---

(12) - Le discours de Francisco coello de Portugal y quesada au théâtre de la Alhambra de Madrid en 1884.

(13) - **Joaquín COSTA**, op. cit. p.17.

(14) - **Ayache GERMAIN**, *Les origines de la guerre du Rif*, éd. SMER, Rabat, 1981, p.78.

(15) - **Hermet GRAY**, *l'Espagne au XX^{ème} siècle*, PUF, 1986.

L'armée espagnole, exaspérée par la déroute de Cuba et des Philippines, voit dans l'intervention au Maroc, la possibilité d'une action intéressante à double titre : en terme d'avancement en carrière et en terme d'avantages matériels [16]. Sur un plan plus abstrait également, afin de retrouver gloire et honneur dans une nation dans laquelle elle se sent confusément, autant incomprise et discréditée que puissante, compacte, homogène, ambitieuse et seule capable de retrouver la voie du redressement intérieur qui pose à nouveau par le redressement international et l'expédition coloniale. [17]

Au niveau économique, l'Espagne ne pouvait pas prétendre au Maroc à des intérêts aussi importants que ceux de la France et de l'Angleterre, à cause de l'absence des moyens économiques et financiers pour appliquer sa politique coloniale. Seuls les intérêts miniers ont attiré les capitalistes espagnols surtout catalans. Cette présence espagnole au Maroc était largement marquée par la situation économique et politique interne de l'Espagne. Une situation marquée par le chômage, les troubles sociaux, le manque de capitaux nécessaires pour le développement économique du pays.

«*Si l'on considère l'œuvre intérieure de l'Espagne si désorganisée et troublée, on comprend l'abandon absolu dans lequel ces questions graves* [18] *sont restées. Comment s'occuper du Maroc, lorsque dans notre propre pays l'on ne trouve pas de remède à tous les maux qui aboutissent maintenant honteusement à la cherté de la vie, à la pénurie de transports, aux ruines et aux discordes des oligarchies de la décadence ?* », écrit Enrique ARQUES en 1918.[19]

Devant une telle situation de crise interne et l'absence de moyens financiers nécessaires à toute intervention coloniale, le rôle du mouvement africaniste est resté très limité et essentiellement doctrinal jusqu'à la fin du XIXè siècle. Il se limite à quelques articles du Bulletin de la société Royale de Géographie, aux campagnes publicitaires de Gonzalo de REPARAZ, à quelques appuis de la part de journalistes, sénateurs, centres universitaires et

---

(16) - **Morales LEZCANO**, *El colonialismo Hispano-francés en Marruecos (1898-1927)*, Ed. Siglo veintiuno, Madrid, 1976, p.133.

(17) - **BERGES**, op. cit. p.68.

(18) - Il s'agit de la défense des intérêts économiques de l'Espagne au Maroc.

(19) - Bulletin du comité de l'Afrique Française, janvier, 1918, pp. 62-63.

aux réunions de la société des Africanistes et colonialistes. A partir du XXè siècle l'Africaniste va chercher à mettre au point une nouvelle pensée coloniale en ce qui concerne le Maroc. Ainsi ce mouvement qui portait un intérêt global au continent africain et qui diffusait une idéologie «culturaliste »[20], va se transformer en «marocanisme». Ce transfert s'opère lorsque la question marocaine se trouve au centre des rivalités internationales. Tous les éléments de la pensée africaniste sont repris par le «marocanisme ». Dès le début du XXè siècle, la France, à partir des confins algéro-marocains, commence à s'infiltrer «pacifiquement » au Maroc pour s'y installer discrètement, sans altérer le statu quo international et en respectant le protocole final de la conférence de Madrid de 1880, qui stipule le respect de la souveraineté du Maroc. Les Espagnols commencent à ressentir ce «grignotage » comme une menace potentielle pour leur sécurité. Ainsi les milieux coloniaux s'alarment devant l'action et la progression des deux rivales de l'Espagne : la France et l'Angleterre. L'Espagne choisit de pénétrer pacifiquement au Maroc pour affirmer «ses droits historiques »sur la partie Nord du Maroc. L'action s'engage même si les modalités ne sont pas bien définies. Le pays est mal connu, et entre 1886 et 1894, un certain nombre d'enquêtes préliminaires tentent de débroussailler le terrain :travaux topographiques et géographiques, des commissions spécialisées sont envoyées au Maroc par l'état major afin d'accomplir un certain travail d'intérêts militaires comme par exemple, le relevé topographique des principales villes du pays... etc. Plusieurs organismes espagnols s'intéressent au Maroc : la société Royale Espagnole de l'Histoire Naturelle qui organise en 1905 une commission des études nord-africaines. Elle envoie la même année plusieurs chercheurs étudier le Maroc. Le naturaliste Martínez de la ESCALERA étudie la région de Casablanca-Mogador et les environs de Tanger. Le géologue Fernández NAVARRO explore une partie du Rif. Plusieurs expéditions d'africanistes se rendent dans le Rif en 1904, 1908 et 1913.Les centres commerciaux hispano-marocains constitués à partir du début du XXè siècle dans le but de développer l'influence commerciale de l'Espagne au Maroc en collaboration avec le parti libéral. Il faut signaler également l'action de la revue «España en Africa » créée en 1905 qui est une matérialisation du propos de ces centres. Elle tente de promouvoir et de

(20) . MORALES, op. cit. pp. 23-24.

développer un esprit de pénétration culturelle «vers l'âme musulmane»[21] à travers l'étude de la langue arabe ; pouvant propager la politique de pénétration commerciale. Dès 1904 d'ailleurs, des cours d'arabe sont donnés dans toutes les écoles de commerce importantes de la péninsule à Barcelone, à Zaragoze, à Madrid, à Valence ... etc. Les milieux économiques et financiers espagnols, ainsi que certains milieux politiques, fonderont de grands espoirs sur la pénétration commerciale et politique dans le monde musulman par le biais du rapprochement culturel, en utilisant l'arabe et l'islam. En réalité les résultats n'ont pas été à la mesure des espoirs fondés par ces centres, associations, partis politiques, sur une sorte de syncrétisme entre l'Espagne, amie de l'Islam et le monde arabe, qui lui permettrait d'éliminer les puissances européennes en place, notamment la France et l'Angleterre.[22]

Il est important de noter que l'histoire de la colonisation espagnole au Maroc est encore un thème recouvert d'ombre. Pour plusieurs chercheurs, la présence coloniale au Maroc se réduit au protectorat français seulement. Ainsi le nombre d'études qui portent sur la colonisation espagnole dans le Nord du Maroc est très réduit. Quant à la problématique que nous avons abordée dans cet article qui porte sur les origines du colonialisme espagnol au Maroc, il nous est très difficile dans l'état des études actuelles et des documents dont nous disposons d'apporter une réponse définitive à ce propos.

(21) - Voir **MORALES**, op. cit. pp. 30-36.

(22) - **BERGES**, op. cit. p.71.

LE FAIT URBAIN DANS LA PROVINCE

D'AL HOCEIMA (RIF CENTRAL) :

PASSE, PRESENT ET DEVENIR

D. Saïd EL SABRI*
Rabat

Introduction

Si le Rif Central est connu comme étant une région où l'urbanisation est un phénomène récent, il convient de signaler toutefois que le fait urbain est ancien dans cet espace et qu'il a connu des périodes de prospérité comme de repli. Cependant, la situation particulière de la région (espace de confrontation durant des siècles) et son histoire mouvementée ne lui ont pas permis de garder pour longtemps ses centres urbains et ports de commerce. Ainsi, une longue période de "vide" urbain et de prédominance de la vie rurale et d'un type d'organisation socio-spatiale particulier basé sur l'unité tribale et le dchar*, s'est prolongée des siècles durant et même la pénétration coloniale au début de ce siècle n'a pas engendré l'éclosion de centres dynamiques comme ce fut le cas dans l'ancienne zone de protectorat français. L'indépendance et l'intégration de la région dans le nouvel Etat marocain n'a pas non plus apporté des mutations profondes quant à l'organisation de l'espace et à l'évolution urbaine : c'est ce que nous essayerons d'analyser dans le premier volet de cette contribution. Il faut donc attendre la décennie soixante-dix pour voir se constituer un nouveau type d'organisation de l'espace et de la société, sous l'impulsion de facteurs essentiellement exogènes (développement de l'émigration à l'étranger).

---

* Docteur es Sciences de l'Environnement de l'université d'Amsterdam.

---

* Terme utilisé dans le Rif et les Jbala pour désigner hameau ou village, équivalent de "douar" ailleurs au Maroc.

Une croissance spectaculaire des centres régionaux, jusqu'alors modestes, s'est brusquement amorcée, soutenue par un taux d'accroissement naturel des plus forts du pays. Le nombre de centres urbains est ainsi passé de 2 en 1960 (Al Hoceima et le petit centre de Targuist) à 3 en 1971 après l'accession d'Imzouren au statut de centre urbain, puis à 4 après que le centre de Bni Bouayach ait été considéré par le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 1982 comme étant urbain , et enfin à 8 après que le dernier recensement de 1994 ait considéré la population de certains petits centres comme étant urbaine. Parallèlement, le taux d'urbanisation de l'ensemble de la province d'Al Hoceima est passé de 7,1 % en 1960 à 9,1 en 1971 pour atteindre 19,1 % en 1982 et 29,4 % en 1994, taux qui reste nettement inférieur à la moyenne nationale en 1982 (42,7 %). En revanche, des déséquilibres considérables existent entre la partie occidentale de la province à prédominance rurale (Targuist y est le seul centre urbain) et la partie orientale où l'urbanisation est plus que spectaculaire depuis deux décennies.

Dans un premier volet, nous essayerons de suivre dans ses détails le mouvement d'urbanisation dans la région du Rif central depuis ses origines et ce, pour mieux comprendre la situation actuelle et rendre compte des divers aspects et mécanismes de l'évolution urbaine et de l'organisation de l'espace dans cette zone du Rif, traditionnellement connue pour son isolement et l'insignifiance du fait urbain jusqu'à une date encore récente. Nous avons volontairement situé l'espace en question dans son cadre régional, à savoir toute la région rifaine et distinguée entre trois grandes phases d'urbanisation :

- La période précoloniale qui, après avoir connu l'émergence de villes portuaires dynamiques, a été caractérisée par la prééminence de la vie rurale après que ces dernières ont disparu dans les circonstances turbulentes ;
- La phase coloniale durant laquelle les Espagnoles ont procédé à la création de postes militaires tout au long de la route des crêtes*, sans pour autant déboucher sur la formation de centres urbains importants susceptibles

* Il s'agit de la route principale 39 (R.P. 39) reliant Nador à Tetuan, en passant par le doublet et Al Hoceima.

d'attirer la population rurale environnante ;

- La période post-coloniale qui dure jusqu'à aujourd'hui mais, n'ayant connu le déclenchement massif de «l'urbanisation » qu'à partir du milieu des années soixante-dix.

Certes, aborder l'histoire du fait urbain dans cette partie du Rif est une démarche semée de doute et de difficultés, et la présente contribution ne prétend nullement apporter des éléments de réponse suffisants à des questions qui demeurent sujettes au débat entre les spécialistes. En second lieu, il convient de souligner que la dernière phase d'urbanisation est soutenue, voire sécrétée par une croissance démographique spectaculaire qui, loin de représenter le facteur essentiel de l'explosion urbaine qu'ont connu les centres urbains de la province d'Al Hoceima ces deux dernières décennies, s'est avérée d'un poids considérable dans le processus urbain actuel. Par ailleurs, la manifestation la plus apparente de cette croissance urbaine est, sans doute, l'extension démesurée de nombreux centres passés, en un laps de temps très court, de petits centres ruraux constitués autour du souk hebdomadaire et du local de l'administration à des centres urbains en pleine expansion, commandant un espace rural assez vaste et déclenchant un processus de micro-urbanisation que la région n'a guère connu auparavant.

A — Le Rif Central : une région récemment urbanisée :

Appréhender les origines de la vie urbaine dans cette partie du Rif qui correspond à la province actuelle d'Al Hoceima est, comme on l'a déjà mentionné, une tentative difficile à entreprendre en l'absence de données fiables. Néanmoins, nous tenterons, dans la mesure du possible, de mettre en évidence les traits essentiels du fait urbain dans cette région avant l'époque récente ; autrement dit, des origines jusqu'à la moitié des années soixante-dix.

1— La période précoloniale : d'un réseau de centres prospères à un "vide" urbain :

Malgré l'incertitude qui caractérise l'histoire du Rif marocain durant cette

longue période et qui donne lieu à des discussions incessantes entre les intéressés (BAZANA et al. , 1991), il est certain que la côte méditerranéenne du Maroc était jalonnée de ports et de villes dont certains ont joué un rôle important dans les rapports entre les deux rives de la Méditerranée jusqu'au XV^{è} siècle, tandis que d'autres sont restés de simples bourgades fortifiées. Cependant, plusieurs facteurs internes et externes ont concouru pour engendrer le déclin de cette armature de villes et de ports de commerce et toute la région rifaine est entrée, depuis cette date, dans une longue période de décadence et de repli de la vie urbaine et ce, jusqu'à une période très récente.

- Quelles sont donc ces cités qui ont prospéré pendant un certain temps durant la période précoloniale ?

- Comment peut-on expliquer leur chute, et par conséquent le vide urbain qui a caractérisé depuis cette région ?

1.1— La ville-Etat de Nekor et son port Al-Mazemma : une prospérité enviée de tous bords :

Comme nous l'avons déjà mentionné, le rivage méditerranéen du Maroc était jalonné de villes portuaires dont certaines ont pu s'affirmer tout au long de l'histoire médiévale comme des lieux d'échange et de négoce dynamiques entre *Al-Andalus* (l'Andalousie) et *Al-Maghreb al-aqsa* (le Maroc actuel). Parmi ces villes (de l'Ouest à l'Est) : Targha, Tigisas, Taghasa, Al-Jabha (qui existe toujours), Mastassa, Badis, Boussekkour (à l'Ouest d'Al Hoceima dans le territoire des Ibekkouyen), Al-Mazemma* (figure 1) dont la dénomination s'est transformée au fil des temps à Al Hucemas puis à Al Hoceima, nom actuel du rocher surplombant la baie ainsi que de la capitale provinciale. Cette ville était, comme on l'a déjà dit, le port d'*Al-Nakur* (CRESSIER, cité par VIGNET-ZUNZ, 1991) qui résista longtemps après la disparition de celle-ci.

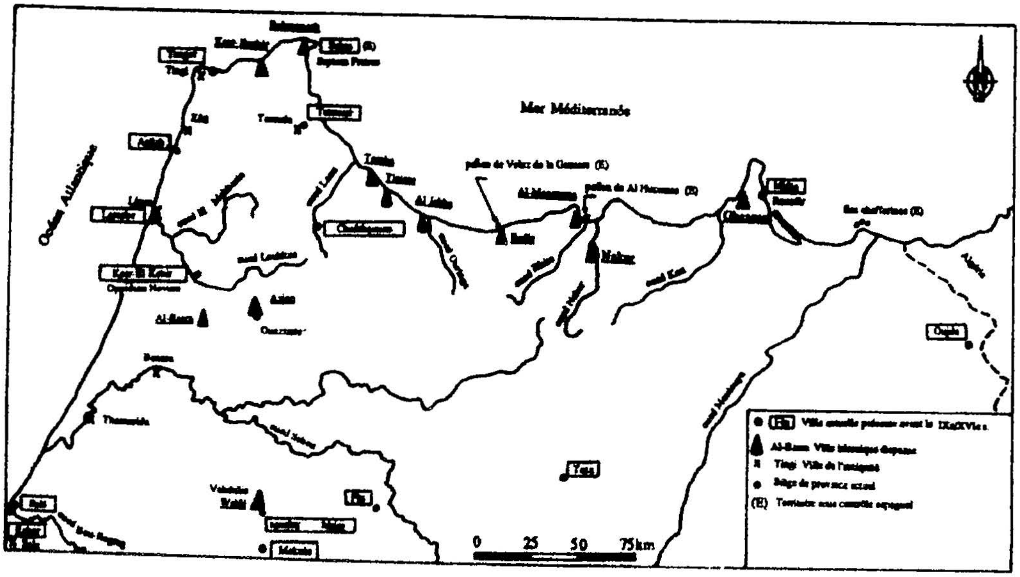
* Selon les différentes sources historiques, Al-Mazemma, Al Hucemas et Al Hoceima sont des dérivés du mot arabe "khouzama" (Al busema en espagnol, Al bouzème en Français), une plante très répandue dans la région.

De même, d'autres petites bourgades telles que Amejjaou, Tazouda, Ighsassen et la ville de Melilla ont prospéré dans le Rif Oriental (OURIACHI, 1980). Pour se limiter au seul Rif Central, il importe de souligner que Badis et Nekor étaient les plus importantes villes de la région à l'époque ; la première qui fut «*un des plus grands ports africains de l'exportation du bois vers l'Europe*» (PASCON et VAN DER WUSTEN, 1983) étant à 60 km à l'Ouest d'Al Hoceima, nous nous limiterons au cas de la ville de Nekor qui occupait le site actuel du barrage Mohamed Ben Abdelkrim El Khattabi et la partie australe de la plaine Nekor et qui demeure encore source de nombreuses controverses. Nous n'attarderons ni sur la présence humaine très ancienne et l'occupation de cette partie du Rif par les différentes tribus berbères et ce avant même la venue des Phéniciens, des Romains et des Arabes (MIKESELL, 1961), ni sur l'installation des Aïth Waryagher, la plus grande tribu du Rif Central dont les chroniqueurs arabes affirment qu'elle occupait, au moins depuis la fondation du royaume de Nekor, le même territoire qu'actuellement (HART, 1976 b).

En effet, la ville de Nekor, capitale du premier Etat musulman (portant le même nom) au Maroc, a été édifiée au début du VIIIe siècle par les Banou Salih dont les princes les plus connus étaient Salih Ben Driss, un des premiers conquérants arabo-musulmans venus avec Moussa Ben Noussair et fondateur de la principauté, ainsi que Saïd Ben Driss qui a opté définitivement pour le site de Nekor, au lieu de Boudkoun dans la tribu voisine des Temsamane qui était, selon IBN KHALDOUN (1852), la capitale de ses prédécesseurs. Le site de la ville a de tout temps fait l'objet de controverses, mais il semble que celui-ci est à rechercher à l'amont de la plaine Nekor et précisément au lieu dit Thanda Houa (SANCHEZ-PEREZ, 1952 ; MORAN-BARDON, 1949) où un barrage a été construit récemment. Des fouilles espagnoles effectuées en 1934 ont permis de rassembler des éléments suffisants pour confirmer cette localisation (MECUM, 1946) et non pas près d'Ajdir comme l'a rapporté TROIN (1967) qui a probablement confondu Nekor avec Al-Mazemma qui était son port situé, effectivement, près du site actuel d'Ajdir, devant le rocher d'Al Hoceima, occupé jusqu'à nos jours par l'armée espagnole.

Le premier raisonnement est confirmé par les anciens historiens tel AL-BAKRI (1965) qui a situé la ville entre les oueds Nekor et Rhiss, à une distance de 5 milles du littoral ; le même auteur a signalé aussi que l'une des portes* de la cité s'appelait *Bab Bani Waryaghal* (porte d'Aïth Waryagher) et que cette tribu jouait un rôle de premier plan dans la vie économique et politique de la principauté. La ville de Nekor, comme d'ailleurs Badis et les autres petits ports du Rif, a connu un essor économique grandiose dans la mesure où elle a profité de sa situation géographique pour jouer le rôle de tête de ligne entre le reste du Maroc et l'Europe, notamment l'Espagne musulmane.

Carte n° 1 : *Les villes historiques du Maroc septentrional*



* En plus de la porte d'Aïth Waryagher, la ville avait trois autres portes : la porte Sud (Bab Sulayman), la porte Nord (Bab Al Yahud, ce qui suppose l'existence d'une importante communauté juive) et la porte Est (Bab Al mussala) ; la ville aurait donc une forme rectangulaire ou carrée. Pour plus de détails, voir **GOZALBES-BUSTO** (1989).

L'AFRICAIN (1981) rapporte qu'elle était une grande ville très policée et très peuplée ; les caravaniers chargeaient et déchargeaient les marchandises* à Al-Mazemma avant de prendre la route terrestre vers le royaume de Fès ou la mer vers les ports andalous. Il arrivait même que les monnaies des différentes principautés musulmanes d'Andalousie étaient frappées à Nekor, ce qui procurait à la ville une richesse et une prospérité convoitées des principales forces politiques en présence dans la Méditerranée occidentale à l'époque qui réussiront, en fin de compte, à rayer cette ville-Etat de la carte et à mettre un terme à une vie urbaine prospère qui fera défaut dans le Rif central des siècles durant.

1.2— La disparition de Nekor a entraîné un vide urbain qui dura jusqu'au XXe siècle :

Dès sa formation, la ville de Nekor n'a cessé d'attirer les convoitises de ses puissants voisins, à savoir les Ummayades andalous, les Idrissides de Fès et les Fatimides, qui se disputaient le contrôle et le partage de l'occident musulman à l'époque. Ainsi, la principauté oscilla entre l'autorité de ces trois grandes forces politiques et si l'on croit l'auteur précité, la ville fut saccagée et détruite trois fois : deux fois par les Fatimides et une fois par le souverain de Grenade au Xe siècle. Entre temps, la ville releva de l'autorité d'Omar, un des fils d'Idriss II, souverain de Fès qui étendra son autorité jusqu'à l'embouchure de l'oued Laou à l'Ouest, de l'oued Moulouya à l'Est et de la trouée de Taza au Sud, mais n'a pas réussi à *«enraciner le caractère chérifien qui caractérisait si fort l'histoire et la personnalité du Rif Occidental»* (VIGNET-ZUNZ, op. cit.). Les attaques des européens étaient fréquentes, mais le coup fatal ** viendra des Almoravides qui ont rasé la ville en 1084, mettant ainsi fin à une période glorieuse de vie urbaine

* Notons que le commerce caravanier était très développé jusqu'au XVe siècle ; il reliait le Soudan occidental (le Mali actuel), d'où provenaient l'or et le sel, aux principales villes de l'époque (Marrakech, Sijilmassa, Fès, etc) ainsi qu'aux deux ports méditerranéens de Nekor et de Badis, à travers lesquels s'effectuait l'échange avec les ports de la rive Nord de la Méditerranée.

** Nombreux sont les vieillards rifains qui croient encore au mythe selon lequel la ville a disparu après qu'un *cherif* (se dit des personnes qui se considèrent descendantes du prophète Mohamed) a été maltraité lors de son passage dans cette ville. Certains d'entre eux pensent même que c'est lui qui repose dans le tombeau dit Sidi Baki, à quelques mètres du barrage MBAK.

dans le Rif Central. Le port de la ville (Al-Mazemma), devenu le chef-lieu de la principauté après la destruction totale de Nekor a pu tenir, quant à lui, jusqu'au dernier quart du XVe, voire même du XVIIe siècle, si l'on croit certaines sources selon lesquelles ce dernier a été détruit sur ordre du sultan alaouite Rachid lors des litiges qui l'ont opposé au caïd rifain Mohamed Aârass (MECUM, op. cit.). L'AFRICAIN (op. cit.) a rapporté que ses murailles étaient encore intactes au XVIe siècle ; depuis, le Rif Central s'est replié sur lui-même et la région telle que l'ont décrite MOULIERAS (1895) et FOUCAULD (1934) ne présentait aucun signe de vie urbaine. En revanche, ce qui nous intéresse le plus ici, ce ne sont pas les événements historiques en tant que tels, mais plutôt de savoir pourquoi aucune autre ville n'a vu le jour dans cette région après la disparition de Nekor - et de Badis, bien entendu - et ce, jusqu'à la pénétration coloniale du début de ce siècle ?

Il n'est pas dans notre intention d'exposer ici tous les événements historiques liés à ce sujet et à l'histoire de la Méditerranée occidentale durant les cinq derniers siècles que nous supposons bien détaillés par les historiens, mais simplement d'évoquer les principaux faits pouvant expliquer, d'une manière ou d'une autre, l'éclipse de la vie urbaine dans le Nord marocain en général et le Rif Central en particulier. En effet, la côte méditerranéenne du Maroc, après avoir connu une période de prospérité, d'échange pacifique et de vie urbaine florissante, *«était vouée à subir les aléas des convulsions andalouses et arabes et que, devant l'avancée chrétienne au Nord et l'expansion ottomane à l'Est, aux XV^e^ et XVI^e^ siècles, elle ne pouvait que perdre sa vocation première de zone de contact et d'ouverture et péricliter progressivement comme tout corps qui se referme sur lui-même»* (BENNOUNA, 1992), si bien que la découverte des Amériques a détourné les échanges commerciaux et les routes maritimes de la Méditerranée vers les océans, ce qui a porté un coup dur à l'économie des pays de la rive Sud de cette mer ; c'est donc une situation de guerre et de mobilisation permanente de la population contre les envahisseurs étrangers qui s'est substituée à la période de prospérité décrite précédemment et tout le littoral méditerranéen du pays est devenu un espace de confrontation et de résistance contre les conquêtes

européennes (NACIRI, 1987 ; 1991). Ces conditions, conjuguées aux contraintes naturelles, n'étaient pas favorables à la vie urbaine qui a reculé, laissant place à une longue période de désordre et d'anarchie durant laquelle chaque confédération de tribus, voire chaque tribu ou fraction contrôlait le territoire qui était le sien et entrait dans des conflits incessants avec les autres tribus pour conquérir davantage de terres, source de vie dans cet environnement hostile : c'est ce qui sera connu dans le Rif de la fin du XIXe et au début du XXe siècles sous le vocable *Réfoublique* ou *Ripublick* (équivalent de Siba ailleurs au Maroc), amplement analysé chez les Aïth Waryagher par HART (1976 a). Sans suivre totalement le raisonnement de cet auteur qui se réfère à la théorie segmentaire* pour expliquer l'histoire récente et la formation socio-économique rifaine, nous sommes d'avis que l'anarchie qui a régné dans cette région et les guerres fratricides - OURIACHI (op. cit.) en a dénombré 24 guerres sanglantes en 433 ans, sans compter les luttes inter et intra-tribales et ce, tant contre les puissances européennes montantes, en particulier l'Espagne dans le cadre de la guerre de *reconquista* que les rois catholiques ont décidé de déclencher, que contre le makhzen qui n'a jamais réussi à ramener à l'obéissance définitive cette région et n'a pas pu, de ce fait, édifier autant de *kasbas* ** que dans le Souss ou le Moyen Atlas (cf. BENALI, 1983 ; PASCON et NAJI, 1985 ; ABOUHANI, 1991) - menées par les rifains pour défendre leur territoire et leur liberté, ont sérieusement affecté le développement des forces productives et le système socio-politique et ont empêché, de surcroît, la constitution de villes et de foyers de vie urbaine pour lesquels la sécurité représente, bien entendu, la condition essentielle et la raison d'être.

* Comme le dit **PASCON** (1979), «*les sociétés segmentaires seraient des sociétés presque indéfiniment sécables..., celles-ci ne se contentent pas de pouvoir être divisées, elles peuvent en outre se fédérer, se confédérer pour constituer des ensembles d'ordre supérieur*». Cette théorie, utilisée au début par les sociologues anglo-saxons (**GELLNER**, 1969 ; **HART**, 1967) reste très discutable. Pour plus de détails, voir entre autres, **HAMMOUDI**, 1974, 1980 ; **PASCON**, ibid. et **BEN SALEM**, 1982.

** Ce sont des tours de contrôle que les sultans des différentes dynasties marocaines édifiaient dans des positions stratégiques pour surveiller les mouvements des tribus insoumises. Les plus importantes furent construites sous le règne du sultan alaouite Ismaïl (XVIIe siècle). Dans le Rif, le sultan «*entretenait, selon* AYACHE (1981), *d'un bout à l'autre de la région une demi-douzaine de kasbas*» dont, la plus importante fut celle reconstruite par le sultan Slimane au milieu des ruines de Badis, au début du XIXe siècle (**PASCON** et **VAN DER WUSTEN**, op. cit.)

D'autre part, si «*l'esprit de rébellion qui est aussi vif que le titre de rebelle a toujours été considéré chez les Rifains comme un passeport pour y circuler (...) et un titre pour s'assurer toute protection et subvention*» (CAMPO-ANGULO, 1908), il ne faut pas perdre de vue que ces gens n'ont fait qu'exercer leur droit légitime à la défense de leur dignité, du territoire qui est le leur et de leur base d'existence notamment face aux envahisseurs d'outre-mer. A ces facteurs, s'ajoute la concentration des efforts des hommes, non pas sur la recherche de la meilleure productivité et du développement des forces productives du groupe, mais essentiellement sur la défense du territoire tribal contre les envahisseurs de tous bords, ce qui explique la ruine de l'économie familiale de subsistance. Des dépenses colossales allaient vers l'achat des armes provoquant ainsi la fuite des ressources locales, au lieu d'être investies dans le procès de production. Cette économie de guerre et la division sociale particulière du travail n'ont pas donc entraîné la formation de classes sociales dans le Rif qui est, faut-il le rappeler, un facteur déterminant pour l'apparition et le développement des villes. En effet, les structures socio-spatiales dans cette région qui se sont traduites politiquement par l'existence de petites républiques tribales plus ou moins confédérées (YOUSSOUFI, 1976) à la tête desquelles les *imgharen** exerçaient un pouvoir démocratique ou ce que AYACHE (op. cit.) appelle la "démocratie des paysans pourvus" dans le cadre traditionnel de la *jmaâth***, n'ont connu que des changements très lents qui n'ont pas débouché sur la création d'un Etat de classes pouvant donner naissance à des agglomérations urbaines. Par ailleurs, il convient de signaler qu'après la disparition de Nekor et d'Al-Mazemma, la France a tenté au XVIIe siècle de mettre en place une tête de ligne commerciale sur le rocher d'Al Hoceima, mais sans succès puisque ce dernier a été violemment bombardé et aussitôt repris par les Espagnols (TROIN, op. cit.) qui l'occupent jusqu'à nos jours. Il faut attendre, en fait, l'avènement de la colonisation espagnole à partir de 1926 qui va bouleverser les structures tribales rifaines et édifier des centres de

---

* Imgharen (pl. amghar) : mot berbère qui signifie à l'origine les hommes qui prennent la direction des opérations militaires ; se dit aussi des chefs de tribus.

** Jmaâth (ou jmaâ) : assemblée du village ou de la tribu dans laquelle sont prises les grandes décisions concernant la communauté.

commandement militaire qui se transformeront progressivement en foyers de vie urbaine.

2— La période coloniale et les premières prémices de l'urbanisation :

Jusqu'à la fin du premier quart du XX^{e} siècle, le Rif Central a pu garder son organisation socio-spatiale traditionnelle centrée sur la tribu et le dchar qui ont constitué durant des siècles les unités de base de la structuration de l'espace rifain et de la reproduction des forces productives. Les villes étaient de ce fait inexistantes sauf si l'on considère les présides espagnols à l'Ouest comme à l'Est de la région (Sebta et Melilla) ainsi que Chaouen, refuge des derniers andalous fuyant l'Espagne reconquise par les rois castillans. A la différence des autres régions du Maroc où l'infiltration coloniale "pacifique" avait devancé les campagnes militaires, notamment par le biais des protections accordées par les différentes nations européennes à certains marocains ainsi que par l'acquisition de propriétés foncières, rendue effective après la signature de la convention de Madrid (1880) entre les divers pays européens intéressés par la colonisation du Maroc, le Rif est demeuré pratiquement inaccessible aux européens jusqu'en 1926 et les tentatives répétées de pénétration espagnole à l'intérieur de la région à partir de l'enclave de Melilla, ont toutes échoué à cause d'une résistance acharnée de la part des tribus rifaines, couronnée par la guerre de libération nationale conduite par le leader Mohamed Ben Abdelkrim El Khattabi entre 1921 et 1926. Cette guerre ne peut être, en fait, comparée aux luttes antérieures et postérieures qui ont eu lieu un peu partout au Maroc (mouvement d'El Hiba, de Mouha-ou-Hammou, etc), car elle a pris une dimension sociologique profonde et a été une des premières grandes révolutions anti-coloniales de l'après-première guerre mondiale. De même, elle a eu des échos dans le monde entier et sera ultérieurement un exemple à suivre par les révolutions chinoise et vietnamienne.

En effet, pour la première fois de leur histoire récente, les tribus rifaines ont pu se fédérer et constituer un pouvoir central fort, rendu effectif dès la proclamation de la République du Rif en 1923. Les premières infrastructures de

la république ont commencé à voir le jour (routes, liaisons téléphoniques, etc)* et de grandes réformes ont été entreprises au niveau du droit coutumier - celui-ci régissait auparavant les tribus rifaines comme d'ailleurs toutes les tribus amazigh (berbères) de l'Afrique du Nord - qui fut remplacé par le droit chraâ ** (BLANCO-IZAGA, 1939 ; HART, 1976 a, b). Cependant, les victoires rifaines à Dhar-ou-Barran Anoual, Aroui, qui ont contraint les Espagnols à se replier dans leur fief de Melilla, ont inquiété la France qui occupait la zone Sud du pays depuis la signature du traité de protectorat en 1912 et qui a, aussitôt après, dépêché une armada impressionnante évaluée (avec les troupes espagnoles et celles des tribus marocaines soumises) à 800.000 soldats à la tête desquels se trouvait le maréchal Pétain, vainqueur de Verdun. Cette armée était équipée d'avions et des armes les plus sophistiquées, utilisées pour massacrer les civils rifains***. Le chaos était total et la reddition aux troupes françaises était la seule solution qui restait à Ben Abdelkrim pour éviter l'extermination de la population, et l'on connaît après la suite des événements. L'installation coloniale n'a, de facto, commencé qu'en 1926, c'est à dire après la "pacificacion" et une nouvelle organisation sociale, économique, spatiale et politique verra le jour. Quelles sont donc ses implications sur le fait urbain dans le Rif Central ? Et dans quelle mesure constitue-t-elle une "rupture" avec l'ancien ordre ?

2.1— Villa Sanjurjo et Targuist : premiers noyaux urbains dans le Rif Central :

Bien avant la soumission totale des tribus rifaines après la reddition du héros Ben Abdelkrim, les Espagnols avaient déjà choisi le site où sera construite une ville du nom du général qui a conduit le plus grand

* Pour de plus amples détails, nous renvoyons le lecteur aux actes du colloque "*Abdelkrim et la Répubique du Rif*" (1976) tenu à Paris en 1973 à l'occasion du cinquantenaire de la naissance de la République du Rif, publié en 1976.

** Chraâ : ensemble des lois émanant des sources fondamentales de l'Islam (le Coran et les discours du prophète).

*** Pour plus de détails, voir entre autres, les articles de **BLACHERE** et **RONDOT** dans le colloque précité (1976), ainsi que les travaux d'**AYACHE** (op. cit) ; **EL RHAZI** (1980) ; **EL MENZHI** (1987) et **KHARCHICH** (1990).

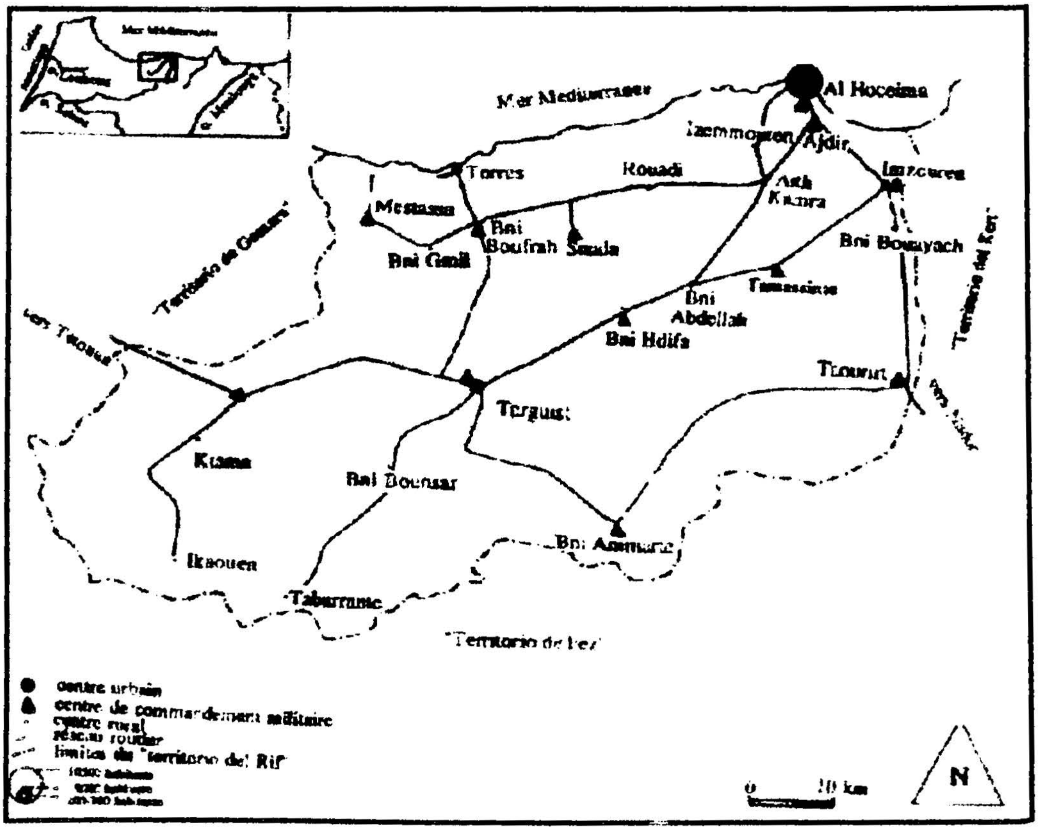
débarquement des troupes coloniales sur la côte rifaine et précisément sur la plage de Sabadilla, à l'Ouest de la ville le 8 septembre 1925. C'est donc plutôt des raisons militaires et sentimentales (GENDRE, 1962 ; TROIN, op. cit.) qui ont dicté la fondation de la ville sur ce site entouré de falaises abruptes et surplombant de 80 m la plage semi-circulaire de Quemado. De même, la desserte terrestre du site de Villa Sanjurjo est très difficile et ne se fait que par un tronçon très escarpé de 8 km qui relie la ville à la route des crêtes, que la colonisation a tenu à construire dès son établissement. Ainsi, dès le départ, les liaisons terrestres ont été négligées en raison de la difficulté de communication et la ville a profité de sa situation sur la côte pour établir des liaisons directes avec la métropole et les autres villes de la région rifaine grâce à la création de nombreuses lignes maritimes. Abritant une garnison militaire importante et vouée, dès le début, capitale du "territorio del Rif" qui correspond exactement aux limites actuelles de la province d'Al Hoceima, la ville a attiré progressivement les colons espagnols qui s'occuperont de la gestion administrative de la cité et de son arrière-pays rural. Un noyau de commerces et de services s'est constitué petit à petit autour de la place centrale de la ville (Florido) et la population a augmenté rapidement pour atteindre 10.576 habitants en 1945, dont 51 % d'espagnols (tableau 1). Depuis, la croissance démographique a stagné, voire même baissé puisqu'on ne comptait que 10.525 habitants en 1950 ; les causes de ce recul sont à rechercher du côté de la famine qui a ébranlé la région durant les années quarante, causant des pertes humaines considérables et des départs massifs vers les autres régions du Maroc. Cependant, et en dépit de la création de l'axe routier précité, l'isolement et l'enclavement de Villa Sanjurjo, dû à son site au milieu d'un relief fortement accidenté, est demeuré une réalité saisissante.

Tableau 1 : *Population urbaine du "territorio del Rif" au 31-12-1945*

(MECUM, op. cit.)

Centres	Musulmans	Espagnols	Israélites	Etrangers	Pop. Totale
V. Sanjurjo	4956	5463	142	15	10576
Targuist	2417	553	37	—	3007
Torres	—	68	200	—	268
Imzouren	106	96	2	—	204

Carte n° 2 : *Centres urbains et postes de commandement militaire dans la province d'Al Hoceima durant le protectorat espagnol*



Conscientes de cet état de fait, les autorités coloniales ont favorisé, comme déjà souligné, les liaisons maritimes grâce à l'édification d'un petit port à l'abri du Cap Nuevo ; ce dernier a constitué la base de l'activité économique de la ville et la pêche a attiré les capitaux de la métropole et une main d'œuvre

importante en majorité espagnole, de telle sorte que le port de la ville est devenu en 1947, le premier port de pêche de toute la zone du protectorat espagnol. Le développement de cette activité, seule ressource de la région, vu les potentialités agricoles très limitées du milieu rural avoisinant, a eu des effets d'induction importants sur les autres secteurs de l'économie urbaine, et un noyau industriel s'est progressivement constitué*, lequel a quasiment disparu après 1956 et dont il ne reste pratiquement rien aujourd'hui. En revanche, la ville est demeurée avant tout un centre de commandement militaire et administratif - le plus important de la région - comme la plupart des centres créés par la colonisation dans la zone Nord du pays. Parmi ces derniers, Targuist (à 70 km au Sud-Ouest de Villa Sanjurjo) a attiré l'attention des espagnols en raison de sa situation stratégique au coeur du Rif Central ; c'est ainsi qu'une importante garnison militaire y a vu le jour, laquelle a donné lieu et animé un noyau de commerces et de services. Par ailleurs, la population du centre est passée de 1.283 habitants en 1941 à 3.007 hab. en 1945 et 3.182 hab. en 1954, soit 80,3 % d'espagnols, 18,3 % de musulmans et 1,4 % d'israélites. Il convient de retenir enfin que ces deux centres urbains construits par la colonisation n'ont pas pu polariser la population rurale voisine et déclencher un véritable mouvement d'urbanisation, en raison de la fragilité de leur base productive, de leur fonction essentiellement militaire et de la structure même de l'économie espagnole, caractérisée par une accumulation primitive du capital, laquelle a valu à l'Espagne une place marginale dans le cadre de l'économie capitaliste de l'époque.

2.2— Imzouren et Bni Bouayach : deux simples postes militaires :

Dans le cadre de sa politique de contrôle militaire et de désagrégation des anciennes structures tribales, les autorités coloniales ont procédé dès les premières années de l'occupation, à l'implantation de postes de commandement et de tours de contrôle tout au long des axes stratégiques ; les plus importants

* La ville comptait en 1945 : 6 usines de salaison et de conservation de poisson, 1 confiserie, 3 brasseries, une fabrique de pâtes alimentaires dont le local, au centre-ville, n'a été détruit pour devenir un immeuble résidentiel qu'en 1993 et nombreuses autres unités agro-industrielles (MECUM, op. cit.).

étaient situés dans les chefs-lieux des *comarcal* (cercles), à savoir Ajdir, Targuist et Torres*. Naturellement, le territoire de la tribu d'Aïth Waryagher, berceau de la résistance contre l'occupant, a été le plus touché et quatre postes militaires -en plus de Tamassinte et de Villa Sanjurjo - ont vu le jour (figure 2). il s'agit d'Ajdir à 8 km au Sud de cette dernière, Imzouren à une distance de 18 km, Bni Bouayach à 23 km et Taourirt en zone montagneuse, soit une caserne chaque huit kilomètres. De même, d'autres postes ont été édifiés entre Ajdir et Targuist (Bni Abdellah et Bni Hdifa). Cependant, les Espagnols ne sont pas venus uniquement pour administrer et maintenir l'"ordre", mais essentiellement pour exploiter le pays notamment en instaurant divers impôts (tertib, patente, droits d'entrée aux souks, etc) ; ces derniers ont été évalués à 342.000 pesetas, soit 52 % du total des impôts perçus dans le cercle d'Aïth Waryagher en 1945, année jugée, somme toute, comme étant difficile (MECUM, op. cit.). Leur but était aussi d'écouler les produits manufacturés fabriqués dans la métropole et dans les autres pays européens, en vue d'intégrer les paysans rifains déshérités dans le circuit d'échange capitaliste. Pour ce faire, la colonisation a concentré le gros de ses efforts sur le réseau des souks hebdomadaires existants, en procédant à leur déplacement de façon à les accoler aux camps militaires nouvellement installés. Ainsi, l'Arbaâ de Sidi Bouafif fut déplacé un peu plus au Sud-Est vers le site d'Imzouren où un centre de commandement militaire était déjà en place et le souk se tenait dès lors le samedi au lieu du mercredi. Par ailleurs, le marché Tnine de Tifarouine, situé sur l'ancienne voie de relation Est-Ouest**, a été supprimé au profit de celui de Bni Bouayach situé sur l'axe routier précité, sans se soucier des contraintes que le nouvel emplacement excentrique par rapport aux lieux de groupement de la population, causait aux paysans rifains. Quant aux autres marchés de la région, la plupart ont disparu notamment les fameux souks féminins qui font la spécificité de cette partie du Rif (SANCHEZ-PEREZ, 1943 ; HAJJARABI, 1987) et seuls ceux qui sont

* Notons que cette division administrative du "territorio del Rif" en 3 cercles (comarcal de Bni Ouriaghel, Senhaja et Costa) a été reprise à la lettre par l'administration marocaine, à l'exception des C.R de Rouadi et d'Izemmouren (tribu d'Ibekkouyen) qui ont été rattachées au cercle d'Aïth Waryagher après avoir été intégrées par les espagnols au cercle de Costa (actuel Bni Boufrah).

** Pour plus de détails sur l'histoire des souks et leurs déplacements successifs dans l'arrière-pays d'Al Hoceima, voir TROIN (1975).

bien situés ont pu subsister*. Certes, nous n'avons évoqué les souks que pour montrer comment la plupart d'entre eux seront à la base du processus d'urbanisation ultérieur ; il en est le cas d'Imzouren et, dans une moindre mesure, de Bni Bouayach. En effet, la construction d'un centre de commandement militaire à Imzouren comprenant deux casernes dont l'une est située à proximité de l'aérodrome Herraiz ** et l'autre en plein centre-ville, ainsi que la création d'un souk bien aménagé (souk Sebt) seront suivies par l'installation de quelques civils espagnols et rifains pour tirer profit de l'existence d'un marché de consommateurs important représenté par les soldats de la garnison (*Guardia Civil*). Une dizaine de commerces de détail et deux bars (*Catalan* et *Nicolas*) *** se sont ainsi implantés et les premiers équipements urbains publics ont vu le jour : un dispensaire (*circulo medico*) dont le local, inutilisé depuis 1964, est encore visible derrière le siège des autorités locales, une école primaire (*Escuela Primaria Musulmana de Imsoren*) qui comptait 70 élèves en 1945 et qui a été rebaptisée école Abi Taleb après l'indépendance, un centre de travaux agricoles (*granja agricola*), un centre vétérinaire (*circulo veterenario*), une *officina de intervencion* (actuel siège des autorités locales) ainsi qu'une mosquée. Cependant, la population n'a pas dépassé 204 personnes en 1945 dont plus de la moitié constituée par les espagnols et le centre n'a pas pu attirer la population rurale voisine. Quant à Bni Bouayach, il est resté un simple centre de commandement et même la construction d'un souk aménagé à grands frais (TROIN, op. cit.) et dont l'emplacement fut déplacé plus de deux fois n'a pas pu relancer le centre et attirer les ruraux rifains qui ont continué à fréquenter l'ancien site, non loin de l'emplacement actuel du souk à la périphérie Ouest du centre.

Il s'avère en fin de compte que les centres créés par la colonisation espagnole dans le Rif Central, à l'exception, relativement, de Villa Sanjurjo,

* Le souk des femmes Tnine d'Ajdir, situé sur la rive gauche de l'oued Rhiss, réunit jusqu'à nos jours quelques dizaines de femmes venant des dchars avoisinants pour échanger des produits agricoles et artisanaux chaque lundi matin. Pour en savoir plus sur les souks féminins dans la région, voir **HAJJARABI** (ibid.).

** Elle a été reprise par le groupe mobile des forces auxiliaires après l'indépendance.

*** Selon les déclarations du cheikh d'Imzouren et de nombreuses autres personnes âgées interviewées.

n'étaient pas en mesure d'exercer une quelconque polarisation sur la population de la région et de surcroît, générer une extension du tissu urbain comme ce fut le cas dans certains petits centres de l'ancienne zone de protectorat français. Ceci est redevable à l'indigence des ressources de l'espace rifain, à savoir l'inexistence de périmètres agricoles riches et de matières premières pouvant engendrer une concentration urbaine et un processus de différenciation socio-spatiale, faute de quoi les petits centres créés se sont contentés de jouer le rôle d'intermédiaires entre une campagne de plus en plus fragilisée et une métropole qui *«voulait tout et n'apportait rien de constructif»* (FONTAINE, 1958). L'indépendance portera-t-elle un nouvel élan au processus d'urbanisation dans la région du Rif Central ?

3— Le fait urbain dans le Rif Central après 1956 :

Pour bien comprendre l'évolution du mouvement d'urbanisation dans cette région depuis l'indépendance, il convient de situer celle-ci dans le cadre plus vaste du Rif, voire de l'ensemble du Maroc, ainsi que par rapport à la place de l'espace rifain au niveau de la politique économique et d'aménagement du territoire national qui demeure prisonnière des options coloniales, responsables de déséquilibres socio-géographiques et économiques graves dont le pays ne s'en remet pas encore en dépit de la volonté affichée pour les surmonter. D'autre part et pour des motifs que nous exposerons ultérieurement, on distinguera dans cette phase entre deux périodes :

- Une première période qui s'échelonne entre 1956 et 1970, durant laquelle les changements relevés par rapport à la période antérieure sont restés très signifiants malgré une promotion administrative dont les effets ont été fort limités.

- Une seconde période qui n'a commencé qu'au début des années soixante-dix et qui continue jusqu'à nos jours. Celle-ci marque en fait le commencement effectif d'une ère nouvelle caractérisée par le démarrage d'un mouvement d'urbanisation massif et plus diffus durant lequel le Rif Central entrera dans une phase de rattrapage. En raison de ses caractéristiques qui

constituent, à nos yeux, une «rupture» avec les phases précédentes, nous réservons à cette période et à ses implications sur l'espace et la société le second volet de la présente étude. Mais à présent, voyons ce qu'ont été les principaux traits de la période antérieure à 1970.

3.1— Une croissance urbaine faible jusqu'au début des années soixante-dix :

L'avènement de l'indépendance n'a pas suscité de changements profonds quant à la répartition spatiale du fait urbain au Maroc. Le Rif Central, à l'instar de toutes les régions périphériques du pays, est demeuré en marge du mouvement d'urbanisation qui s'est relativement développé un peu partout au Maroc. De grands déséquilibres sont ainsi apparus entre les régions au potentiel économique prometteur, en l'occurrence l'axe atlantique Casa-Kénitra qui *«reste toujours fortement prédominant malgré un rééquilibrage volontariste du réseau urbain»* (CEGET, 1988) et les régions qui n'offrent qu'une marge de manœuvre étroite puisque, bien entendu, *«les investissements se portent là où ils escomptent la rentabilité la plus élevée»* (NOIN, 1962). Tous les auteurs qui se sont penchés sur l'analyse du fait urbain au Maroc entre 1960 et 1971 (TROIN, 1967 ; MAURER, 1968 ; NOIN, 1970 ; BEGUIN, 1974; LAGHOUAT, 1978 ; ESCALLIER, 1981) ont souligné la spécificité de cette partie du Rif correspondant à la province d'Al Hoceima où la population est restée fortement attachée à la campagne. En revanche, on s'est moins intéressé à savoir pourquoi cette région est demeurée à l'écart du mouvement d'urbanisation relativement généralisé à toutes les régions du pays.

Les mouvements d'exode de la campagne rifaine, au demeurant surpeuplée, vers les centres urbains régionaux ont été tellement insignifiants que TROIN (ibid.) a même parlé de "désert" urbain. Comme il ressort du tableau ci-dessous, la population urbaine de la province d'Al Hoceima n'a que faiblement progressé en effectif entre 1945 et 1960. La proportion des citadins a même chuté à cause du départ massif des espagnols, mais aussi du fait que la population de quelques centres (Imzouren et Torres) a été considérée comme

rurale par le recensement national de 1960, contrairement aux dénombrements espagnols qui la présentaient comme étant urbaine. Durant la période intercensitaire 1960-1971, la croissance a été plus importante, mais faible en la comparant à celle de la période ultérieure. Durant cette longue période, la population urbaine ne s'est donc accrue que grâce à l'excédent des naissances sur les décès, ce qui est aussi valable pour l'ensemble du Maroc urbain où l'accroissement naturel a contribué à raison de 62 % à l'accroissement global, contre 38 % pour la migration (CERED, op. cit.). Les départs de la campagne, même s'ils avaient tendance à s'accélérer à partir de 1960, se sont orientés non pas vers les centres urbains régionaux, mais essentiellement vers l'étranger, ce qui explique l'insignifiance du taux net de migration évalué à 11,9 %° entre 1960-1971, contre 38,4 %° durant la seconde période intercensitaire comme on le verra ultérieurement. Par ailleurs, l'isolement du Rif Central dans l'armature urbaine du Nord marocain (figure 3) est devenu une réalité si frappante que non seulement on ne comptait que deux centres urbains (Al Hoceima et Targuist), mais plus encore, ces derniers sont fort éloignés l'un de l'autre et leurs rapports avec les groupements urbains avoisinants plus dynamiques, en l'occurrence le Nord-Est et la péninsule tingitane étaient extrêmement lâches. En outre, le centre de Targuist n'a été considéré comme urbain par le recensement national de 1960 que pour des motifs d'ordre politico-administratif étant donné qu'il est le chef-lieu du cercle le plus vaste de la province et le plus isolé par rapport à la capitale régionale. L'examen détaillé de son évolution démographique révèle même une chute considérable de l'effectif de la population, passé de 3.182 habitants en 1954 à 2.297 hab. en 1960 à cause du départ quasi-total des espagnols et des rifains de confession israélite, départ qui s'accélérera durant la période intercensitaire 1960-1971*.

* Le taux d'accroissement global de ce centre durant la même période est évalué à -15,6 %° contre 44,1 %° à Al Hoceima ; quant aux taux nets de migration, ils sont de l'ordre de -38,6 %° et 21,7 %° respectivement (CERED, op. cit.), c'est dire la croissance négative du centre de Targuist durant les premières années suivant l'indépendance.

Tableau 2 : *Evolution de la population de la province d'Al Hoceima*
(MECUM, op. cit. ; RGPH, 1960, 1971 et 1982 ; M. du Plan, 1994)

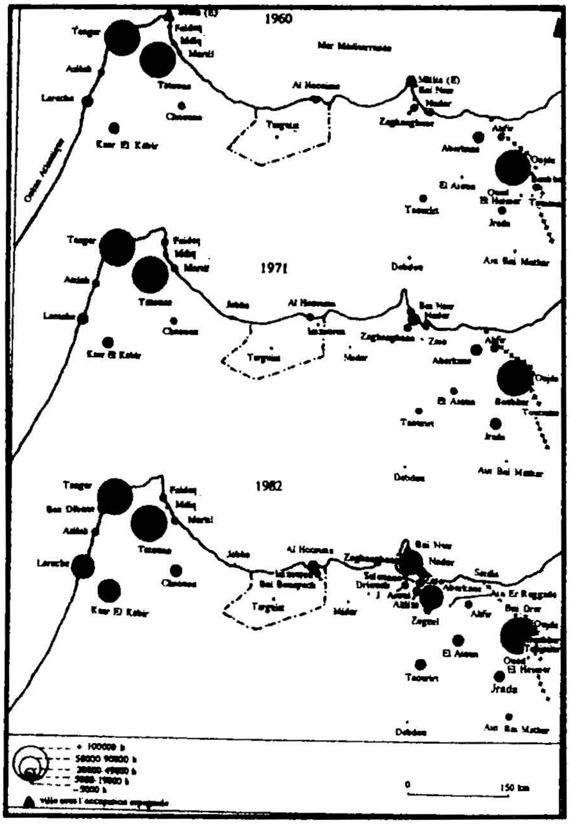
Année	pop. urbaine	%	Pop. rurale	pop. totale
1945	14055	8,3	154773	168828
1960	17502	7,1	174006	191508
1971	25913	9,1	220681	246594
1982	59490	19,1	251808	311298
1994	112588	29,4	270384	382702

A notre avis, seule la ville d'Al Hoceima, promue capitale de la province du même nom juste après l'indépendance, faisait figure de ville relativement dynamique attirant, quelque peu, les migrants ruraux (notamment les Ibekkouyen) qui se sont dirigés, pour la plupart d'entre eux, de préférence vers les pays d'Europe occidentale dont l'économie était en pleine expansion. L'on peut enfin retenir que le "désert" urbain relevé dans cette région jusqu'à une période très récente, n'est que le reflet de la place marginale que tenait - et tient encore - la province d'Al Hoceima à l'échelle globale de l'espace national et de la politique économique menée par les pouvoirs publics dans la région , à savoir l'exploitation de la précieuse rente migratoire, sans créer une base productive locale solide. Ces deux facteurs déterminants conditionnent donc la répartition spatiale du fait urbain, resté l'apanage des régions les plus riches du pays, avec toutefois quelques rares exceptions.

Il s'avère alors que sans base économique solide pouvant stimuler un afflux important de ruraux et, surtout, sans le désenclavement de la région, la ville d'Al Hoceima, handicapée par son site difficile et son aspect de ville artificielle sans rapports avec son hinterland rural et, encore moins, le petit centre de Targuist, n'ont pas pu attirer un grand nombre de migrants et par conséquent déclencher un mouvement d'exode rural aussi soutenu que celui qu'ont connu les villes du Nord-Ouest du pays ou celles de l'axe atlantique. De ce fait, le Rif Central est resté, une région faiblement urbanisée et ce, jusqu'au début de la décennie soixante-dix. Même la promotion administrative de

certains petits centres ruraux qui abritaient déjà des souks hebdomadaires dynamiques au rang de chefs-lieux de commune rurale et de caïdat, ne sera pas suffisante pour amorcer un mouvement d'urbanisation d'envergure.

Carte n° 3 : *Place du Rif Central dans l'armature urbaine du Nord marocain (RGPH, 1960, 1971,1982)*



B—Depuis le début des années 70 : une croissance urbaine vertigineuse :

Le début de la décennie soixante-dix marque dans le Rif l'amorce d'un mouvement massif d'urbanisation que d'autres régions du pays ont connu auparavant. En fait, ce n'est qu'après que la première vague des émigrés vers l'Europe a suffisamment épargné, que les premiers "investissements"

immobiliers ont vu le jour dans les centres ruraux de la province. Imzouren et Bni Bouayach représentent l'exemple même de centres qui ont connu un accroissement démographique sans précédent, ne pouvant être expliqué par le seul accroissement naturel (excédent des naissances sur les décès) qui représente, certes, l'un des plus rapides du Maroc. Cette croissance urbaine vertigineuse a fait du doublet et de la ville d'Al Hoceima un des ensembles urbains les plus dynamiques au niveau national, avec celui du grand Nador. Pour cerner et suivre l'évolution du phénomène urbain dans notre espace d'étude, nous nous sommes basés sur les données du recensement national de 1982, en plus des premiers résultats du dernier recensement de septembre 1994. De même, les études élaborées dans le cadre du Schéma Directeur de l'Aire Urbaine d'Al Hoceima qui constituent des documents de référence d'un intérêt considérable, ainsi que l'enquête personnelle, nous ont largement apporté.

Si le Rif Central est demeuré en marge du mouvement d'urbanisation que la plupart des régions du pays ont connu après l'indépendance comme il a été signalé auparavant, il n'en demeure pas moins que la décennie soixante-dix représente une période de "rattrapage" durant laquelle l'émigration internationale de travail a joué un rôle de premier plan. Le nombre des centres urbains* a ainsi doublé en l'espace de deux décennies et on distingue en 1982

* La définition de ce qui est au Maroc "ville" ou "centre urbain" est très ambiguë et fait l'objet de controverses incessantes, d'autant plus que la croissance spectaculaire des agglomérations et de leur périphérie ne cesse de poser le problème avec acuité. Si les recensements nationaux de la population et de l'habitat de 1960 et 1971 ne se sont pas fixés de critères bien précis pour distinguer l'"urbain" du "rural", la solution choisie a consisté à retenir les centres administrativement reconnus comme urbains. Cette définition assez vague et confuse du fait urbain a lancé le débat entre les spécialistes (démographes, géographes et autres) soucieux de chercher des critères plus "sûrs" en vue de définir où commence la ville au Maroc (cf. **NOIN**, op. cit. ; **BEGUIN**, op. cit. ; **TROIN**, 1979 a ; **ESCALLIER**, op. cit.). C'est ce qui semble d'ailleurs être pris en compte lors de l'élaboration du RGPH de 1982 qui a reconnu le fait que le seul critère numérique n'est pas à même de définir un centre urbain et que d'autres critères doivent être pris en compte tels le degré d'équipement du centre et ses fonctions non agricoles ; une liste de 240 centres a été ainsi retenue (CERED, op. cit.). Cependant, les lacunes - et bien entendu, les critiques - ne manquent pas et c'est le seuil numérique minimal retenu (1.100 habitants) ainsi que la catégorie dite "autres centres" dont l'inconvénient consiste à mettre au même titre des centres dont le nombre d'habitants varie entre 1.100 h et 50.000 h - qui ont fait l'objet de nombreuses mises au point s'attachant à réduire, élargir ou corriger ladite liste. Pour de plus amples détails, voir les contributions de **TROIN, EL GHAZALI** et **ESCALLIER** (1986) au colloque sur les petites villes et villes moyennes dans le monde arabe.

quatre centres urbains dans le territoire de la province d'Al Hoceima (figure 3). La proportion des citadins, quant à elle, est passée de 9,1 % de la population totale en 1971 à 19,1 % en 1982, soit un taux d'accroissement annuel de 9,24 % contre 4,46 % à l'échelle nationale. Le tableau ci-dessous qui résume la dynamique urbaine dans la province d'Al Hoceima entre 1960 et 1982, fait apparaître que les changements survenus entre la première période intercensitaire (1960-71) et la seconde (1971-82) sont particulièrement significatifs. En plus du doublement du nombre des centres urbains (2 en 1960, 3 en 1971, 4 après l'accès de Bni Bouayach au statut de centre urbain en 1982 et enfin 8 en 1994)**, le taux d'accroissement global dans ces centres a enregistré une augmentation spectaculaire notamment à Imzouren où il est évalué à 121,2 %° entre 1971 et 1982, contre 68,5 % à Al Hoceima et 61,2 %° à Targuist. Quant à Bni Bouayach et compte tenu de l'estimation non fondée de sa population en 1960 et 1971, entraînant son classement dans la catégorie des centres (2.000—5.000 habitants) en ralentissement avec sous-groupe à comportement rural (CERED, op. cit.), nous pouvons affirmer sur la base de la reconstitution et de l'enquête personnelle que sa croissance démographique et son extension spatiale entre 1971 et 1982 n'a pas été aussi modeste que le laissent croire les chiffres, ce qui nous amène à multiplier le taux d'accroissement avancé par la Direction de la Statistique, au moins par 8.

** La population des petits centres de Tamassinte, Ajdir, Bni Hdifa et d'Issaguen (totalisant 9.104 habitants en 1994) est considérée par le dernier recensement comme étant urbaine, ce qui constitue une reconnaissance officielle du dynamisme de la micro-urbanisation dans la province d'Al Hoceima, notamment dans sa partie orientale (correspondant au cercle d'Aïth Waryagher) qui compte désormais 6 centres urbains.

Tableau 3 : *Dynamique des centres urbains de la province d'Al Hoceima entre 1960-1982* (CERED, op. cit.)

Centres	1			2		3		4		5		6	
	1960	1971	1982	60-71	71-82	60-71	71-82	60-71	71-82	60-71	71-82	60-71	71-82
Al Hoceima	11262	18686	41662	7424	22976	44,7	68,5	3605	12135	21,7	36,2	48,6	52,8
B.Bouayach	2700	3417	4253	717	836	21,1	19,6	- 63	- 542	- 1,9	- 12,7	—	—
Imzouren	1243	1878	9649	635	7171	36,7	121,2	237	5700	13,7	88,9	37,3	73,3
Targuist	2297	1932	3926	- 365	1994	- 15,6	61,2	- 904	942	- 38,6	28,9	—	47,2

1- population ; 2- accroissement global ; 3- taux d'accroissement global ; 4- migration nette ; 5- taux net de migration (%o) ; 6- % dû à la migration.

Par ailleurs, si la migration n'a contribué à l'accroissement global durant la période intercensitaire 1960-1971 qu'à raison de 48,6 % à Al Hoceima et 37,3 % à Imzouren contre 38 % pour l'ensemble du pays, sa part a largement augmenté pour atteindre des proportions de l'ordre de 52,8 et 73,3 % contre 43 %, respectivement, durant la seconde période intercensitaire ; c'est dire l'importance des soldes migratoires, donc l'accélération de l'exode rural. En effet, la vague d'urbanisation spectaculaire que connaît le Rif Central depuis 1970 résulte du déclenchement d'un vaste mouvement de départ de la campagne qui a pris une dimension sociale inéluctable dans la mesure où il n'a pas épargné les dchars les plus reculés, portant le nombre des migrants du milieu rural de la province d'Al Hoceima à 24.039 personnes entre 1975 et 1982 (CERED, 1991), soit une moyenne de 3434 personnes quittant la campagne provinciale chaque année. Le tableau ci-dessous fait apparaître que 42,2 % des migrants, soit 10.136 personnes, se sont installés dans les centres urbains de la province d'Al Hoceima dont une bonne partie dans le doublet Imzouren-Bni Bouayach, tandis que 1/4 des migrants (soit 5.908 personnes) se sont dirigés vers les villes de Tétouan et de Tanger qui exercent depuis longtemps une forte attraction sur les migrants ruraux rifains. Le taux atteint même 35 %, soit 8.400 personnes (CERED, 1986) en tenant compte de ceux qui s'établissent dans l'arrière-pays rural des deux agglomérations. Les grandes villes atlantiques et intérieures n'ont attiré, quant à elles, qu'une partie infime des migrants ruraux

en provenance du Rif Central (5,1 %), contrairement à la majorité des migrants de la région du Souss (HNAKA, 1987) et de la bordure occidentale du Haut Atlas (BELLAOUI, 1982) qui s'installent massivement dans ces villes (notamment à Casablanca et Rabat) qui sont pour les Soussis ce que sont, à quelques différences près, Tanger et Tétouan pour les rifains. Le reste des migrants, soit 6.755 personnes (28,1 %), se sont dirigés vers d'autres villes du pays. Certes, si ces chiffres sont révélateurs des mutations profondes survenues dans la province après 1970, autrement dit le passage du rural à l'urbain de nombreux petits centres n'attirant jadis que de faibles contingents de ruraux, ils ne peuvent toutefois rendre compte de la signification profonde de ces changements. S'il est vrai que la crise chronique que connaît la campagne rifaine - celle-ci s'est accrue après 1975 avec la dévalorisation de l'activité agricole - a incité les paysans à chercher ailleurs des ressources complémentaires pour subsister, il importe de souligner que ces départs, contrairement à ceux de la période précédant 1960, ont profondément modifié les comportements et la perception de ces fellahs, devenus subitement un groupe social "privilégié" dès lors qu'ils ont émigré en Europe. Ces derniers, une fois revenus au pays et surtout après avoir suffisamment épargné, concentreront leur attention sur les petits centres ruraux situés au bord de la route où ils feront venir leurs familles pour tirer profit des équipements collectifs mis en place progressivement (électricité, eau potable, etc).

Tableau 4 : *Les principales destinations des migrants de la province d'Al Hoceima entre 1975 et 1982* (CERED, 1991)

Destination		(%)
Milieu urbain de la province	10136	42,2
Grande ville de Tétouan	3612	15,0
Grande ville de Tanger	2296	9,6
Agglo. Casa-Mohamédia	432	1,8
Grande ville de Fès	356	1,5
Agglo. Rabat-Salé	276	1,1
Grande ville de Meknès	96	0,4
Grande ville d'Oujda	52	0,2
Grande ville de Kénitra	28	0,1
Autres villes	6755	28,1
Total	**24039**	**100,0**

Parallèlement à ce mouvement intense de micro-urbanisation, on a assisté durant la période intercensitaire 1971-1982 à une baisse sensible du taux d'accroissement de la population rurale : 1,07 % par an, contre 1,45 % au niveau national. Si ce fait continue au même rythme, la campagne rifaine en général et les communes les plus touchées par l'émigration internationale et l'exode rural, en particulier celles de Bni Bouayach et d'Aïth Youssef-Ou-Ali (selon l'ancien découpage communal), connaîtront une chute rapide de leur population, voire même un dépeuplement comme c'est le cas dans certains dchars de la première commune (EL SABRI, 1990). Cependant, si la population urbaine du Rif Central a plus que doublé durant une décennie en passant de 22.496 hab. en 1971 à 59.490 hab. en 1982* et à 112.588 habitants en 1994, il importe de souligner que de grandes disparités distinguent la partie occidentale de la province (cercles de Bni Boufrah et de Targuist), essentiellement rurale, de la partie orientale qui concentre 93 % des citadins en 1982 et 90,9 % en 1994. Au sein de cette dernière zone, le doublet Imzouren-

* En tenant compte du rythme de la migration et du taux d'accroissement naturel durant la période intercensitaire 1971-1982 et d'éventuelles tendances à la baisse, les projections de la Direction de la Statistique pour 1997 et 2007 donnent un total de 138.918 et de 210.891 citadins respectivement, ce qui correspondrait à des taux d'urbanisation de l'ordre de 32,7 % et de 42,1 % (CERED, 1991) qui restent largement inférieurst à ceux des provinces méditerranéennes (71 % à Tanger et 51 % à Tétouan en 1982) et à la moyenne nationale (42,7 %).

Bni Bouayach se distingue par son dynamisme urbain et son extension spatiale démesurée. L'émergence d'Imzouren et de Bni Bouayach comme centres en pleine expansion à partir du milieu de la décennie soixante-dix, a suscité un changement sensible dans la répartition géographique du fait urbain au niveau régional qui ne demeure plus l'apanage de la seule ville d'Al Hoceima*.

Si cette dernière a totalisé 83 % de la population urbaine de la province en 1960, sa part a régressé pour n'être que de 70 % en 1982 et de 51,1 % seulement en 1994 ; autant dire la diffusion du fait urbain en dehors de celle-ci et le rôle de plus en plus important des petits centres urbains dans l'attraction de la population rurale environnante. En revanche, il ne faut surtout pas perdre de vue que les petits centres de ladite province ne constituent pas un cas spécifique dans la mesure où le dynamisme des petites villes durant la décennie soixante-dix, semble être un fait général dans la plupart des régions du Maroc (ESCALLIER, 1985). De plus, la croissance de ces dernières est sans commune mesure avec celle des villes de strate supérieure (plus de 50.000 h) qui semblent entrer dans une phase de stagnation et de difficulté économique. Plus significatif encore, le phénomène de "doublets urbains" qui est une constante marocaine (TROIN, 1986 b) se révèle de plus en plus diffus et l'on ne peut compter le nombre de binômes et de doublets qui se sont formés un peu partout au Maroc.

Conclusion :

De ce qui précède, il s'est avéré que dans le Rif Central, à la différence de la plupart des autres régions et petits centres urbains marocains, ni la période coloniale, ni celle suivant immédiatement l'indépendance politique du pays, n'ont favorisé un développement urbain de grande envergure. Ce n'est qu'après qu'un processus de différenciation sociale et spatiale a commencé à se forger

* A la différence d'Imzouren et de Bni Bouayach, la ville d'Al Hoceima n'a pas connu une croissance démographique aussi spectaculaire durant la troisième période intercensitaire (1982-1994). En fait, sa population n'a pas excédé 55.216 h contre 41.662 en 1982, ce qui peut s'expliquer par la saturation de son espace urbanisable, mais surtout par le déclin des bases de son économie, à savoir les secteurs de la pêche et du tourisme.

dès la fin des années soixante, autrement dit, après l'intégration de la région rifaine dans le mouvement migratoire international, que les progrès de l'urbanisation (mieux vaut dire de la micro-urbanisation) sont devenus un fait incontestable. Cette poussée urbaine s'est manifestée par l'accroissement rapide de la population des petits centres dont les caractéristiques démographiques ne diffèrent que très légèrement de celles des populations des zones rurales avoisinantes. Par ailleurs, l'extension spatiale est tellement spectaculaire que deux agglomérations* se sont vite affirmées dans le maillage urbain provincial. Plus significatif encore, leur croissance vertigineuse a abouti à ce qu'un phénomène, jusque-là inconnu dans la région, voit le jour : il s'agit, bien entendu, du phénomène de doublet urbain qui s'est démesurément développé à tel point que si des contraintes naturelles et artificielles ne se dressent pas comme des barrières empêchant l'extension linéaire (le long de la R.P. 39) qui aurait débouché sur la jonction entre les deux centres, on aurait été en présence d'une grande conurbation.

* Il s'agit des deux centres d'Imzouren et de Bni Bouayach. Pour de plus amples détails, voir EL SABRI, 1995.

BIBLIOGRAPHIE

ABOUHANI A. (1991) : "Système foncier et pouvoirs locaux dans l'Anti-Atlas", Etat, Espace et Pouvoir local. Réflexions sur le Maroc et les pays en développement (sous la dir. d'A. SEDJARI), Ed. Guessous, Rabat, pp. 171-187.

AFRICAIN J-L. (1981) : Description de l'Afrique, nouvelle édit. trad. A. Epaulard, Jean Maisonneuve, tome I, 319 p.

AL BAKRI A. (1965) : Kitab Al Massalik walmamalik , (Description de l'Afrique du Nord), trad. De Slane, Paris, 405 p.

AYACHE G. (1981) : Les origines de la guerre du Rif, Ed. SMER (Rabat) et pub. de la Sorbonne (Paris), 374 p.

BAZANA A., CRESSIER P. et TOURI A. (1991) : "Archéologie et peuplement : les mutations médiévales, le cas de Targha", Jbala - histoire et société : Etudes sur le Maroc du Nord-Ouest, Ed. CNRS-Wallada, pp. 307-329

BEGUIN H. (1974) : L'organisation de l'espace au Maroc, Académie royale des sciences d'outre-mer, Bruxelles, 757 p.

BELLAOUI A. (1982) : Aït Ourir, Amizmiz, Demnate et Imi-n-Tanoute : Etude de quatre petites villes et de leurs rapports avec l'espace régional, thèse 3e cy., Géo., univ. de Tours, 250 p.

BENALI D. (1983) : Le Maroc pré-capitaliste, Ed. SMER, Rabat, 310 p.

BENNOUNA M. (1992) : "La dimension géopolitique du Maroc méditerranéen", le Maroc Méditerranéen, la troisième dimension, col. GERM (dirigée par H. El Maliki), Ed. le fennec, Rabat, pp. 103-115.

BENSALEM L. (1982) : "Intérêt des analyses en termes de segmentarité pour l'étude des sociétés du Maghreb", R.O.M.M n° 33, pp. 113-135.

BLACHERE (1976) : "L'insurrection rifaine, préfiguration et émancipations maghrébines", Abdelkrim et la république du Rif (actes de colloque), Ed. F. Maspéro, pp. 159-164

BLANCO-IZAGA E (1939) : El Rif, la ley rifena. Los canones rifenos, Centro de Estudios Marroquies, Imp. Imperio, Ceuta.

CAMPO-ANGULO G. (1908) : Geografia de Marrueccos, Madrid.

CEGET-CNRS (1988) : « La recherche urbaine au Maroc, un état de la question », Pratiques Urbaines, n° 6, Paris.

CERED (1986) : "Les migrations internes au Maroc (1975-1982)", Analyses et tendances démographiques au Maroc, Ministère du Plan, Direction de la Statistique, Rabat, pp. 119-172.

CERED (1988) : Situation démographique régionale au Maroc. Analyses comparatives, Min. du Plan, Direc. de la Statistique, Rabat, 295 p.

CERED (1991) : Démographie régionale. Aspects socio-démographiques de la province d'Al Hoceima, Min. du Plan, Délég. Rég. du Centre-Nord, Fès, 108 p.

EL GHAZALI A. (1986) : "L'approche du concept de l'urbain, le cas du Maroc", URBAMA, fasc. 16, tome 1, pp. 47-67.

EL MENZHI A. (1987) : La bataille d'Anoual et Mohamed Ben Abdelkrim dans la presse espagnole et marocaine, thèse 3e cy., Hist., univ. Lyon 2.

EL RHAZI S. (1980) : Les institutions de la république des tribus confédérées du Rif marocain, thèse 3e cy., Sc. Po., univ. Toulouse 2.

EL SABRI S. (1990) : Mutations socio-spatiales dans une commune rifaine : cas de Bni Bouayach (p. d'Al Hoceima, Maroc), mémoire de D.E.A, Géographie et Aménagement de l'espace, univ. Nancy 2 (France), 128 p.

EL SABRI S. (1995) : Approche du phénomène de la croissance urbaine dans le Rif Central (Province d'Al Hoceima, Nord du Maroc) : Cas du doublet Imzouren-Bni Bouayach, thèse de Doctorat d'Etat es Sciences de l'Environnement, Univ. d'Amsterdam (Pays-Bas), 304 p.

ESCALLIER R. (1981) : Citadins et espace urbain au Maroc, E.R.A 706 du C.N.R.S, univ. de Tours, fasc. 8-9, 407 p.

ESCALLIER R. (1985) : "Population et urbanisation", Le Maghreb : hommes et espaces, TROIN J-F édit., Ed. Armand Colin, col. U, pp. 119-175.

ESCALLIER R. (1986) : "Petites villes et moyennes villes dans le mouvement d'urbanisation du Maghreb, essai de bilan statistique et cartographique", URBAMA, fasc. 16, Univ. de Tours, pp. 3-32.

FONTAINE P. (1958) : Abdelkrim : origine de la rébellion Nord-africaine, Ed. Les sept couleurs, Paris.

FOUCAULD C. DE. (1934) : Reconnaissance du Maroc, sté d'édition géographique maritime et coloniale, Paris.

GELLNER E. (1969) : Saints of the Atlas, weindefeld, London.

GENDRE L. (1962) : "Population rurale et dualisme des sites urbains : Al Hoceima-Ajdir, Nador-Melilla", RGM n° 1-2, pp. 147-150.

GOZALBES-BUSTO G. (1989) : "El reino de Nekur en edad media", Estudios sobre Marrueccos en la edad media, T.G.Arte, Juberias, Granada, pp. 27-69.

HAJJARABI F. (1987) : Les souks féminins du Rif Central, anthropologie de l'échange féminin, thèse 3e cy., Géo., univ. Paris VII, 377 p.

HAMMOUDI A. (1974) : "Segmentarité, stratification sociale, pouvoir politique et sainteté : réflexions sur les thèses de Gellner", Hespéris-Tamuda, vol. XV, fasc. unique, pp. 147-180.

HAMMOUDI A. (1980) : "Sainteté, pouvoir et société : Tamgrout aux XVII et XVIII e siècles," Annales Economies, sociétés et civilisations, n° 3-4, pp. 615-641.

HART D.M. (1976 a) : The Aïth Waryaghar of the moroccan Rif, an ethnography and survey, Wenner Gren foundation, Chicago.

HART D.M. (1976 b) : "De "Ripublik" à "République" : les institutions socio-politiques rifaines et les réformes d'Abdelkrim", Abdel. et la rép. du Rif, (actes colloque), Ed. F. Maspéro, pp. 33-45.

HNAKA A. (1987) : Taroudant et Oulad Taïma, bipôle du Souss, thèse doctorat, Géo., univ. Tours, 450 p.

IBN KHALDOUN A. (1852) : Histoire des berbères, trad. B. De Slane, Alger.

KHARCHICH M. (1989) : La France et la guerre du Rif, thèse doctorat, His., univ. Lyon 2, 510 p.

LAGHOUAT M. (1978) : « La situation géo-économique et l'intégration régionale et urbaine du Nord-Est marocain », RGM n° 2, pp. 65-85.

MAURER G. (1968) : "Les paysans du Haut Rif Central", RGM n° 14, pp. 3-70.

MECUM V. (1946) : Territorio del Rif, Ed. la Iberica, Villa Sanjurjo, 140 p.

MIKESELL M-W. (1961) : Northern Morocco. A cultural geography, univ. of California pub. in geography, vol. 14, Berkeley.

MINISTERE DU PLAN (1994) : Premiers résultats du Recensement National de la Population et de l'Habitat de 1994, Délég. prov. d'Al Hoceima.

MORAN-BARDON P.C. (1949) : Antiguas poblaciones del Rif, archivos del Instituto de Estudios Africanos, Madrid.

MOULIERAS A. (1895) : Le Maroc inconnu, tome I : exploration du Rif, Oran-Paris.

NACIRI M. (1987) : "Les villes méditerranéennes du Maroc : entre frontières et périphéries", Hérodote n° 45, pp. 121-144.

NACIRI M. (1991) : "Le littoral méditerranéen et son arrière-pays : l'environnement complexe d'un espace périphérique", Jbala - histoire et société : Etudes sur le Maroc du Nord-Ouest, Ed. CNRS-Wallada, pp. 27-60.

NOIN D. (1962) : "Introduction à l'étude des déséquilibres régionaux au Maroc", RGM n° 1-2, pp. 131-135.

NOIN D. (1970) : La population rurale du Maroc, pub. de l'univ. de Rouen, P.U.F, 621 p.

OURIACHI K-M. (1980) : Le Rif Oriental, transformations sociales et réalité urbaine, thèse 3e cycle, E.H.E.S.S, Paris.

PASCON P. (1979) : "Segmentarité et stratification dans la société rurale marocaine", BESM n° 138-139, pp. 5-12.

PASCON P. et VAN DER WUSTEN H. H. (1983) : Les Bni Boufrah, essai d'écologie sociale d'une vallée rifaine (Maroc), Fac. de Géo. de l'univ. d'Amsterdam, I.U.R.S et I.A.V. H. II, Rabat, 297 p.

PASCON P. et NAJI M. (1985) : "Les rapports du makhzen avec ses marges au XIXe siècle : le cas de la maison d'Iligh", Etats, territoires et terroirs au Maghreb, Ed. du CNRS, pp. 91-110.

R.G.P.H (1960) : Résultats du recensement de 1960, Vol. 1, Direction de la Statistique, Rabat.

R.G.P.H (1971) : Feuilles de ménage du centre d'Imzouren (sondage 1/4), Direc. de la Statistique, Rabat.

R.G.P.H (1982) : Feuilles de ménage d'Imzouren et de Bni Bouayach (sondage 1/4), Direc. de la Statistique, Rabat.

R.G.P.H (1982) : Caractéristiques socio-économiques de la population au niveau national (sondage 1/5), Dir. de la S., Rabat.

RONDOT P. (1976) : "Notes sur la campagne du Rif (1926)", Abdel. et la rép. du Rif, Ed. F. Maspéro, pp. 167-170.

SANCHEZ-PEREZ A. (1943) : "Zocos de mujeres en Beni Uriaguel", Africa n° 17, Madrid, pp. 22-23.

SANCHEZ-PEREZ A. (1952) : Datos historicos sobre ciudades rifenas, seleccion de conferencias y trabajos realizados durante el curso de interventores, Tetuan.

TROIN J-F. (1967) : "Le Nord-Est marocain, mise au point régionale", RGM n°12, pp. 5-41.

TROIN J-F. (1975) : Les souks marocains : marchés ruraux et organisation de l'espace dans la moitié Nord du Maroc, tome 1, EDISUD, Aix-en-provence, 503 p.

TROIN J-F. (1979 a) : "La petite ville au Maroc : la fin d'un mythe ?", E.R.A 706, fasc. n° 5, Tours, pp. 39-51.

TROIN J-F. (1986 a) : "Retour sur les petites villes du Nord marocain", RGM n° 1-2, vol. 10, pp. 249-257.

TROIN J-F. (1986 b) : "Petites villes et villes moyennes au Maroc, hypothèses et réalités", URBAMA, fasc. n° 16-17, pp. 69-81.

VIGNET-ZUNZ J. (1991) : "Treize questions sur une identité", Jbala - histoire et société : Etudes sur le Maroc du Nord-Ouest, Ed. CNRS-Wallada, pp. 133-199.

YOUSSOUFI A. (1976) : "Les institutions de la république du Rif", Abdelkrim et la rép. du Rif, Ed. F. Maspéro, Paris, pp. 81-100.

Comportement hydrologique de l'Oued Nekor en période d'étiage.

Khalid OBDA
Université Sidi Mohamed Ben Abdellah
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
Saïs. Département de Géographie (LAGE).

Introduction

Cette étude s'inscrit dans un vaste programme de recherche visant l'étude des systèmes hydrologiques dans Rif et le Moyen Atlas : fonctionnement des sources, aspects hydrokarstiques et la sécheresse hydrologique.

Nous avons effectué une première campagne de jaugeage, le 17 et 18 octobre 1997, sur Oued Nekor, en amont du barrage Mohamed Ben Abd El Karim El Khattabi (carte annexe). D'autres campagnes sont envisagées dans les mêmes conditions d'écoulement (des situations hydrologiques stabilisées), notamment en périodes d'étiages. De même, plusieurs campagnes de jaugeages ont été réalisées, depuis le début de 1995, sur le Sebou et ses affluents à l'amont du barrage Allal el Fassi.

Globalement les mesures des débits sont faites avec une «Perche à Intégration». Dans certains cas, où les écoulements sont très faibles, les débits sont estimés.

Cet article vise la présentation des premiers résultats obtenus sur le comportement hydrologique de l'Oued Nekor en période d'étiage. Son objectif est :

- la détermination des débits d'étiage tout au long des principaux affluents de l'Oued Nekor ;
- desceller les secteurs perturbés naturellement : pertes et émergences.
- localisation des prélèvements et des rejets anthropiques.

Les résultats

On rappelle qu'une compagne de jaugeage ne se limite pas seulement aux résultats des mesures du débit, mais d'autres données qualitatives et quantitatives sont nécessaires pour la compréhension et l'interprétation des comportements hydrologiques des rivières. Les résultats d'une compagne comportent les données de localisation des sites, les données qualitatives tirées des observations de terrain et d'autres mesures quantitatives. Nous signalons qu'en plus des données de localisation habituelle, nous avons ajouté des codes qui facilitent tout d'abord le traitement informatique et la reconnaissance du point de mesure sur la carte et sur le terrain. Ces codes sont constitués des lettres (tirées des initiales de l'Oued et ses affluents en plus de G et D qui désignent respectivement la rive gauche et la rive droite) et des chiffres croissant de l'amont vers l'aval. Les résultats obtenus sont présentés dans le tableau (n°1).

Tableau n° 1 : ***récapitulation des résultats obtenus sur l'Oued Nekor***

Code des sites	Surface Km^2	Longueur en Km	Altitude en m	Débit en l/s	Situation	Observation
N0	0	0	1375		Source de l'oued Brart	
N1	23	8.6	1119	5	Oued Brart avant conf.	Estimé
N2g	3.5			Filet d'eau	Affluent gauche	
N3	28	9.6	1100	5	Après confluence	Estimé
N4	39	11.6	1050	2	Pont d'Ajdir	Estimé
N5d					Oued al Khmis avant confluence	
N6	100	13.4	995		Après confluence	
N7g					Oued Timerzga	
N8		26.4	642		Après confluence	
N9	296	34.1	500-495	101	Station de Takenfouste	
N10g				Sec	Oued Marou (malou)	
N11		37.2	450		Après confluence	
N12	406	42.9	350	63	Arbaà Taourirte	
N13d	103			3	Oued Sidi Aissa avant confluence	Une dizaine de l/s / l'irrigation
N13d1	57				Tighza sur oued Sidi Aissa	
N14	552	44.2	345		Après confluence	
N15	589	48.1	290	303	Aval de pont	
N16	673	50.6	275	426	Station de Tamellahte	
N17a	746	60	150	75	Amont du barrage (el Haoud)	
N17b	746	60	153	35	Amont du barrage seguia (el Haoud)	
N18	780	63.6	120	300+75+35=410	A la digue du barrage	300 l/s (voir texte)

Discussion et Interprétation des résultats

Ce tableau montre que le Haut Nekor ne possède pas d'affluents permanents pour soutenir les étiages. Il y 'a seulement quelques filets d'eau dans les affluents qui naissent au pied du massif calcaire d'Azrou Akchar sur la rive droite. De plus, ces filets n'arrivent pas souvent à joindre le cours d'eau principal, à cause des prélèvements anthropiques. Sur la rive gauche de Nekor tous les affluents sont secs.

Ces résultats montrent aussi que l'Oued Nekor se caractérise par une grande irrégularité d'écoulement. Cette irrégularité est due d'une part, à la faible capacité des réservoirs naturels dans le bassin versant : l'étendue des roches réservoirs est faible (les terrains perméables constituent 22% seulement, alors que les terrains imperméables représentent 54%. Le reste (23%) des terrains est peu perméable [1]). D'autre part les irrégularités d'écoulement de l'Oued Nekor sont liées aux facteurs climatiques méditerranéens.

On peut remarquer également que le débit d'étiage de l'oued Nekor augmente de l'amont vers l'aval. Les affluents du Haut Nekor présentent des écoulements très faibles (1 à 10 l/s). Ces derniers sont très influencés par les activités humaines. En réalité, les étiages sont soutenus seulement par les affluents de la rive droite. Le débit d'étiage de l'Oued Nekor devient très significatif à partir de la station de Takenfouste (site N9) avec 101 l/s. Cette dernière station est située dans une gorge où l'oued coule sur le bedrock. Vers l'aval (site N12) le débit diminue considérablement (63 l/s). Cette chute dans le débit est due aux prélèvements pour l'irrigation et aussi à l'infiltration dans les alluvions déposées dans le lit du Nekor qui devient large à cet endroit. Ces alluvions sont apportées par les affluents de la rive gauche. A l'amont de la confluence avec Oued Nekor, Oued Sidi Aissa (N13d) ne donne que quelques litres (3 à 4 l/s). A quelques mètres à l'aval du pont du Nekor (Beinté) (N14), le débit d'étiage atteint 303 l/s (N15) Ce débit est lié à la présence de plusieurs sources (griffons) qui apparaissent dans le lit de l'Oued, au pied de la berge gauche. Malgré une importante surface irriguée, située entre N15 et N16, le débit

---

(1) - **Obda Khalid**. *Etude hydrologique de l'oued Nekor (Rif) : Précipitation, écoulement et gestion des ressources en eau.* Thèse de doctorat, Université de Nancy II, 1991, p.49.

d'étiage atteint son maximum à la station de Tamellahte (N16), avec 426 l/s. Ensuite le débit d'étiage diminue fortement en aval pour atteindre seulement 110 l/s à l'amont du barrage Mohamed Ben Abd El Karim El Khattabi 75 : l/s dans la rivière et 35 l/s dérivé, à l'amont, dans la Seguia (el Haoud) de la rive gauche. Cette diminution est due toujours à deux facteurs principaux : la dérivation d'eau dans les Seguia pour l'irrigation et l'infiltration dans les alluvions de l'oued.

Conclusion

A l'amont du barrage, on peut distinguer deux secteurs hydrologiques en période d'étiage dans le BV du Nekor:

1- Le Haut bassin versant où les débits d'étiages des affluents sont faibles, voire nuls pour les affluents de la rive gauche, De plus, l'impact anthropique accentue cette médiocrité des débits.

2- La majorité des sources qui soutient le débit d'étiage de l'oued Nekor apparaît dans les alluvions du lit, entre Arbaâ Taourirt et le barrage, précisément entre le pont et la station de Tamellahte, où le débit augmente fortement.

Concernant les origines de ces sources, deux hypothèses sont possibles:

- la première est que ces sources sont des résurgences des infiltrations et de l' «underflow » dans le ruban alluvial du lit. Cela signifie que ces sources trouvent leurs origines plus loin à l'amont, dans les lits de l'oued ou des ses affluents. L'eau n'arrive pas à monter à la surface du lit parce que le matériel grossier, déposé par les violentes crues notamment dans la partie amont du bassin versant, empêche le ruissellement en surface, pendant les périodes d'étiage. Une preuve supplémentaire, mais capitale, est la réapparition d'un volume d'eau barré par les fondations de la digue principale du barrage. Ce volume est estimé à 300 l/s durant les années 80 pendant les

travaux de la construction du barrage (malgré la période de la grande sécheresse de l'époque). [2]

- La deuxième hypothèse considère que les sources prennent naissance dans la partie aval du lit de l'oued. L'eau prend son chemin dans les fractures et contourne le diapir imperméable du Trias (des gypses et des argiles) qui suit l'accident du Nekor puisque ces sources apparaissent après la disparition des roches du Trias .

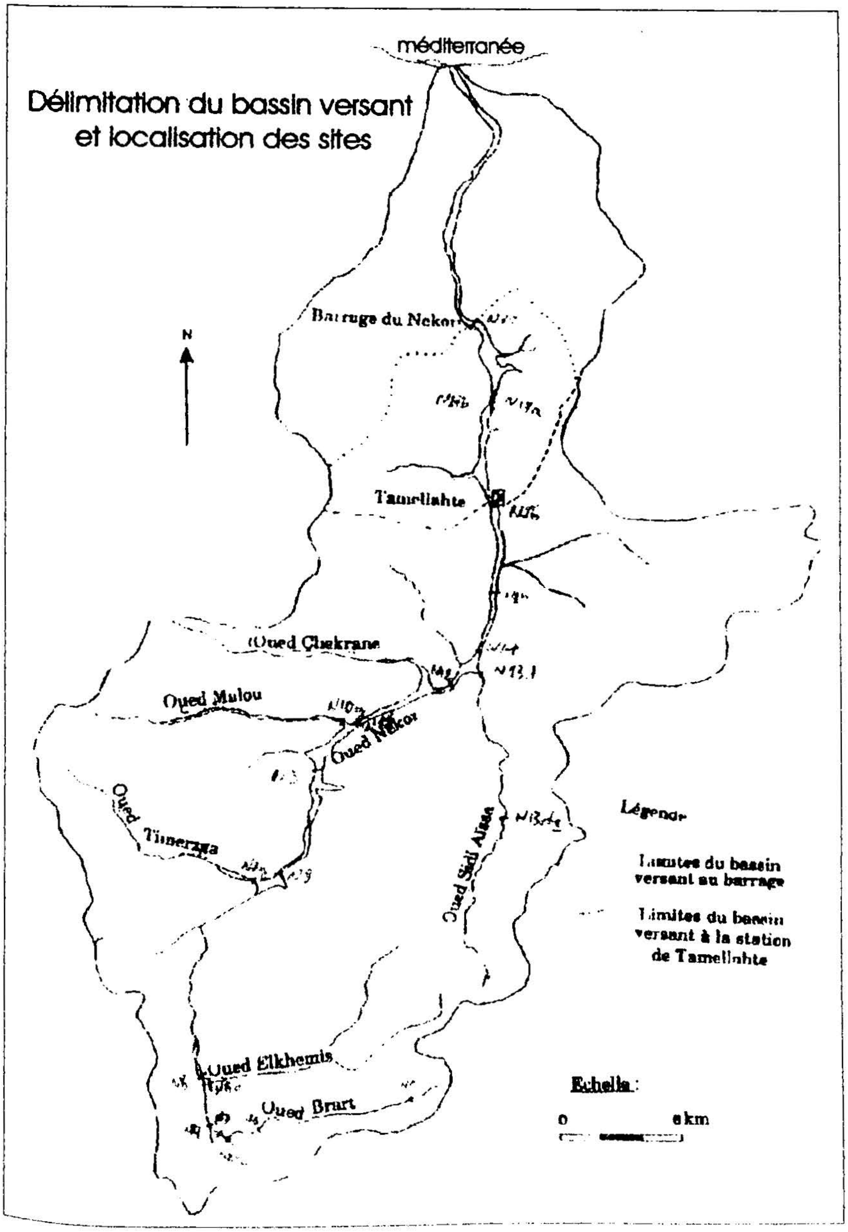
Il faut signaler aussi que la tectonique oriente les écoulements souterrains. En effet l'Oued Nekor longe sur une grande partie l'accident majeur du même nom (accident du Nekor). Les réseaux de failles et de diaclases qui lui sont associés influencent le sens d'écoulement et la zone d'apparition des sources.

Bibliographie

1- **Obda Khalid**, *Etude hydrologique de l'Oued Nekor (Rif) : précipitation, écoulement et gestion des ressources en eau.* Thèse de doctorat, Université de Nancy II,1991.

2- **D.R.E.** *Note hydrologique sur l'Oued Nekor*, Administration de l 'Hydraulique, Rabat, 1982.

(2) - **D.R.E.** *Note hydrologique sur l'Oued Nekor*, Administration de l 'Hydraulique, Rabat, 1982.


méditerranée
Délimitation du bassin versant
et localisation des sites
N
Barrage du Nekor
Tamellahte
Oued Chakrane
Oued Mulou
Oued Nekor
Oued Timerzga
Oued Sidi Aissa
Oued Elkhemis
Oued Brart
Légende
Limites du bassin versant au barrage
Limites du bassin versant à la station de Tamellahte
Echelle :
0
6 km

La migración rifeña a Boadilla del Monte en el contexto de la inmigración extranjera en la Mancomunidad La « Encina » (Madrid)

Joaquín Eguren Rodríguez *
Madrid

1 - Introducción

la información y los datos que se proponen en estas linees provienen del estudio sobre los inmigrantes realizado en la Mancomunidad La Encina [1] de julio a noviembre del año 1997.

Esta investigación se enmarca dentro del Observatorio Permanente de la Inmigración (O.P.I) y ha sido subvencionado por el Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales español, a través de la Mancomunidad La Encina de la Comunidad de Madrid. El Plan para la Integración Social de los Inmigrantes aprobado por el Gobierno español en diciembre de 1994 proponía la creación del O.P.I como un instrumento de conocimiento de la realidad de la inmigración de predicción de cara al futuro y de mejorar la imagen que tienen los españoles de los inmigrantes.

En dicho trabajo, en particular nos hemos centrado en el colectivo rifeño-marroquí por su relevancia numérica y su carácter cultural y social tan definido que provoca preocupación tanto en las instituciones publicas como en el entramado social de los distintos ayuntamientos de la Mancomunidad. Creemos que estas preocupación y precaución de estos sectores no son gratuitas sino existe una larga historia común entre españoles y rifeños que proporciona una

---

* **Joaquín Eguren Rodríguez**, Sociologo, Doctorado en Antropologia Social. Actualmente colabora como investigador en el Instituto Universitario de Migraciones de la Universidad Pontificia comillos y con el programa «Migración y Multiculturalismo» en la Universidad Autónoma de Madrid.

---

(1) - La Mancomunidad Intermunicipal «La Encina» es la asociación de 6 municipios (Boadilla del Monte, Brunete, Quijorna, Villanueva de la cañada, Villanueva del Pardillo y Villaviciosa de Odón) pertenecientes a la Comunidad de Madrid que se coordinan a nivel de la acción social. Existe desde 1992.

serie de prejuicios que están my presentes en las relaciones actuales [(2)].

Los ayuntamientos estudiados han sido Boadilla del Monte, Brunete, Quijorna, Villanueva de la Cañada, Villanueva del Pardillo y Villaviciosa de Odón.

En este artículo nos proponemos dar algunos datos generales de la situación de los inmigrantes en la Mancomunidad "La Encina" y centrarnos luego en los rifeños de Boadilla del Monte. Consideramos que la presentación de los datos generales de los inmigrantes proporcionan un marco en el cual comparar la migración marroquí y la rifeña en concreto. Dos aspectos se subrayarán: la situación de la vivienda y la participación en el mercado de trabajo por parte de los rifeños. Esta elección supone dejar de lado otros aspectos muy importantes como documentación de los inmigrantes, educación, salud, etc., como también la situación de éstos en otros ayuntamientos, como puede ser Villanueva del Pardillo que es un caso muy interesante de cara al futuro [(3)].

2 – Metodología

Si bien el carácter del estudio es fundamentalmente sociológico hemos querido darle un sabor a antropología social, precisamente por la metodología utilizada (en concreto los aspectos etnográficos) y por la necesidad sentida y percibida de buscar respuestas más amplias a las grandes cuestiones que surgen en la temática migratoria.

Efectivamente, cuando uno se acerca a personas de otras culturas los grandes interrogantes humanos aparecen espontáneamente. Por esta razón la aparición de éstos dependen de qué metodologías se utilicen. Obviamente hemos utilizado, en primer lugar, el cuestionario O.P.I., único para todo el

---

(2) - Para ello basta sino leer a **Germain AYACHE**, *Les origines de la guerre du Rif*, SMER (Rabat) y Publications de la Sorbone (Paris), 1981. Las pretensiones colonialistas de España en el Norte de Marruecos crearon serios antecedentes de desencuentros entre españoles y refeños. Sin embargo, no queremos dar por sentado que esos prejuicios existan sino que sospechamos que todavía persisten. El autor ha pretendido escapar a éstos sin tener certeza de su resultado. Aunque quizás coadyuve a esto el que sea de origen uruguayo.

(3) - Villanueva del Pardillo, es una localidad cercana a Madrid que cuenta con 2892 habitantes de los cuales el 4% son marroquíes, también en su mayoría rifeños. Lo singular de esta localidad es que la presencia marroquí está asentada gracias a numerosas familias que llevan en torno a los 25 años residiendo aquí.

territorio español ya que permite obtener información común,siendo aplicado a todo aquel inmigrante que haya sido atendido por una trabajadora social,en este caso de la Mancomunidad.

Pero lo hemos hecho dentro de una concepción más amplia de lo que es la dinámica propia de un cuestionario, pregunta concreta-respuesta concreta, ya que éste se rellenaba posteriormente a las largas conversaciones que teníamos con cada persona o familia.Estas entrevistas se hacían mediando un té verde con algunas pastas en el caso de las familias marroquíes o un café en las de los latinoamericanos en los diferentes contextos: en sus casas donde participaba el resto de la familia, en el jardín en el caso de los guardeses,en los bares rifeños de Boadilla del Monte (tanto en el pueblo como en los bares-chabolas posteriormente reseñados),en las plazas de los pueblos,en las naves,chabolas, etc.

Además, hemos entrevistado a los distintos profesionales de la salud, de educación, las trabajadoras sociales de la Mancomunidad, etc.

Hicimos una discusión en grupo en Brunete con hombres rifeños que nos sirvió para confirmar dificultades y opiniones sobre su situación en España.

Y en la medida de lo posible se han utilizado documentos, en concreto sobre la historia de los pueblos, y obviamente en las entrevistas nos mostraban sus permisos de trabajo, solicitudes de éstos, cartas de la Seguridad Social, desahucios, etc. Sin embargo, el gran documento es el permiso de trabajo tema infaltable en cada conversación y motivo de protesta, aprovechando al ciudadano español que tenían delante.

También hemos estudiado el documento "Los resultados provisionales del Padrón Municipal de Habitantes y Estadística de Población de la Comunidad de Madrid. 1996", y los padrones municipales facilitados por los distintos ayuntamientos.

La aplicación conjunta de estas técnicas de investigación nos han proporcionado, a la hora de hacer el "relato"[4], la posibibilidad de:

---

(4) - Al respecto Clifford Geertz ("El antropólogo como autor", Paidós, 1989) refiriéndose a cuatro antropólogos tan significativos como **C. Lévi-Strauss**, **E. Evans Pritchard**, **B. Malinowski** y **R. Benedict**, señala: "*son ciertamente 'autores' en el sentido 'intransitivo' de fundadores de discursividad, estudiosos que al mismo tiempo han firmado sus obras con cierta*

1°: extraer unos datos numéricos aproximados sobre la población inmigrante en la Mancomunidad y de aquellos que acceden a los Servicios Sociales, como también sobre la población autóctona;

2°: hacer una descripción de los asentamientos y viviendas donde viven los inmigrantes marroquíes y de las relaciones que existen entre ellos;

3°: establecer algunas predicciones sobre la situación futura en particular en los temas de las perspectivas de los jóvenes marroquíes, situación laboral, formación de ghettos, etc.

A continuación y en consonancia con estos tres puntos nos centraremos: en primer lugar, en exponer los datos más generales sobre la situación de los inmigrantes en la Mancomunidad, incluyendo alguna predicción, siguiendo las hipótesis que nos habíamos planteado al comienzo de la investigación.

En segundo lugar, señalaremos la situación laboral de los rifeños en la Mancomunidad "La Encina".

En tercer lugar, presentaremos la descripción de algunos asentamientos, en especial en Boadilla del Monte, en cuanto pueda ser relevante sobre las condiciones actuales de vida de los rifeños en esta zona.

En cuarto lugar, algunas conclusiones o propuestas de actuación.

3. Son muchos extranjeros pero no tantos.

Según los datos del Padrón de 1996, se contabilizan 1742 extranjeros. De los cuales 1.107 los podríamos situar dentro de la categoría amplia de inmigrantes. Entendemos por tales a los procedentes de América Latina, Europa del Este, Asia (excepto Japón) y Africa. Esta población inmigrante significaría el 63% dentro del grupo extranjeros. Y representaría el 2,2% de la población total de la Mancomunidad "La Encina".

Ahora bien, si utilizamos los criterios de estimación de la población inmigrante siguiendo los cálculos que hemos hecho en el trabajo de campo en

determinación y construido teatros del lenguaje en los que toda una serie de otros, de manera más o menos convincente, han actuado, actúan aún, y sin duda alguna seguirán actuando durante algún tiempo".

Boadilla del Monte, establecemos que podría usarse como porcentaje de inmigrantes no empadronados de un 15%.

Sin embargo, como se puede observar en los datos que damos de algunos padrones municipales de 1997, en algunos municipios se produce un incremento considerable en particular de los marroquíes. Pensamos que este incremento puede deberse a que la nueva legislación de empadronamiento de 1996 permite hacerlo a aquellos que no estén regulares, pero también puede influir el que los mismos interesados consideren útil dicha inscripción para obtener otros papeles.

En consecuencia, estimamos la población inmigrante de la Mancomunidad "La Encina" en noviembre de 1997 en 1694 personas. Esta cifra significaría el 3,4% de la población total de la Mancomunidad. Con lo cual la población extranjera no-inmigrante representaría algo menos de la mitad de la población inmigrante, el 1,4%.

En definitiva, la población extranjera significaría el 4,8% de la población total de la Mancomunidad. Lo que supondría un aumento del 1,3% con respecto a los datos del padrón de 1996.

Por su parte la población marroquí sumaría, según nuestra estimación, en 1996, unos 675 personas lo que representaría 1,3%. Según nuestros cálculos para 1997 estimamos en 880 personas, lo que haría el 1,7%. Como se observa la población marroquí representaría el 52% de la población inmigrante de la Mancomunidad, siempre según nuestras estimaciones.

En Boadilla del Monte, por ejemplo, la población latinoamericana representaría el 38% de la población inmigrante. Nuestro cálculo de la población latinoamericana la situaría entre el 35 y 40%.

De esta manera se confirma la hipótesis que habíamos establecido en el proyecto de investigación, a saber, que es verdadera la percepción de que en la Mancomunidad "La Encina" hay más inmigrantes marroquíes que los procedentes de otros países, por ejemplo, latinoamericanos.

Estimación de inmigrantes por Ayuntamientos

Municipios	Número
Boadilla del Monte	839
Brunete	100
Quijorna	49
Villanueva de la Cañada	397
Villanueva del Pardillo	174
Villaviciosa de Odón	135

4 - De los muchos pocos recurren a los Servicios Sociales.

Nuestra segunda hipótesis era que existe una mayor dependencia del colectivo marroquí de los Servicios Sociales de la Mancomunidad que otros colectivos. Los datos de nuestra investigación nos dan las siguientes cifras:

Inmigrantes que acuden a Servicios Sociales = 172

Esta cifra revelaría que apenas accede el 10% de la población inmigrante a los Servicios Sociales de la Mancomunidad.

Accesos a Servicios Sociales, por país de procedencia

País de procedencia	Número de accesos
Marruecos	157
Argelia	1
Colombia	1
República Dominicana	4
Chile	1
Ecuador	2
Perú	5
Polonia	1

De estas cifras, acerca de los casos recibidos por los Servicios Sociales de la Mancomunidad, se deduce que el 91% son marroquíes. Sin embargo, hay que señalar que Boadilla con los 117 marroquíes, es decir, el 68%, produce un sesgo importantísimo hacia este colectivo. De esos 117 hemos localizado solamente un 20%. No es de extrañar dado que esta cifra responde a la asistencia a Servicios Sociales en los últimos 4-5 años. Además, sabemos por los contactos en los distintos asentamientos que muchos se han ido.

De todas maneras esto corrobora la impresión que tienen las trabajadoras sociales de la importante afluencia de los marroquíes dentro de los inmigrantes a sus despachos. Esto también podría indicar algo de lo que ellas denominan *gran dependencia* [5] de ésto respecto de los Servicios Sociales de la Mancomunidad.

5 - Cinco razones para establecerse en la Mancomunidad "La Encina".

La tercera hipótesis que manejamos era que los inmigrantes, en especial marroquíes, se asientan en la Mancomunidad, en razón del "boom" urbanístico que está teniendo lugar en sus municipios. Los tipos de trabajo más solicitados habrían de ser los de la construcción y jardinería para los hombres, y de servicio doméstico para las mujeres.

Hemos encontrado, siguiendo dicha hipótesis, cinco razones por las que los inmigrantes se establecen en la Mancomunidad:

1. Los inmigrantes marroquíes, especialmente rifeños, se instalan aquí porque pueden desarrollar actividades laborales más cercanas a su formación y situación de origen: jardines, construcción, chapuzas de distintos tipos.
2. Para los procedentes fundamentalmente de Perú, República Dominicana, Filipinas, Polonia y Marruecos (en menor medida), el nicho laboral del servicio doméstico en los chalés de las urbanizaciones o en casas de profesionales liberales en los cascos urbanos es predominante.
3. La localización de reductos de viviendas pequeñas y viejas de bajo precio anteriormente usadas por los inmigrantes de Extremadura y Andalucía. También pisos cuyos precios no excesivamente alto pueda ser solventado por varios paisanos.
4. La existencia de naves en fincas establecidas en zonas suburbanas o rurales que son alquiladas a precios "relativamente módicos" y que suponen una fuente importante de ingresos para sus dueños. En ellas se instalan normalmente los rifeños.
5. Terrenos dentro de una finca con pozo de agua ofrecidos por los dueños o permitida la instalación de chabolas. También normalmente los rifeños se establecen en éstos.

(5) - La idea de *fuerte dependencia* no está corroborada. Mi impresión es que como muchos migrantes los rifeños recurren a los Servicios Sociales en cuanto puedan sacar algún provecho de éstos. En cuanto esto no ocurre abandonan este recurso buscando otro.

6 - La situación laboral de los rifeños va a peor.

Debemos partir de la idea de que tanto este área como las restantes están seriamente condicionadas por la Ley de Extranjería, 7/1985 de 1 de julio y por Reglamento reformado en Febrero de 1996. Es decir, que afecta a toda la vida del inmigrante extranjero en España.

Haremos especial énfasis en el colectivo marroquí (en especial rifeño) porque es el que más hemos estudiado en estos 4 meses y medio de investigación.

Al respecto señalaremos 3 aspectos que sobresalen sobre su situación laboral:

Temporalidad laboral

En efecto, el colectivo está inmerso en una implacable temporalidad de las condiciones de trabajo. Solamente hemos encontrado con unas situaciones de trabajo estables a algunos guardeses marroquíes en Villanueva del Pardillo y en Boadilla del Monte.

Pero son contados con los dedos de la mano. Luego podríamos situar a aquellos jardineros que trabajan por cuenta propia y que vienen cuidando jardínes desde hace algunos años. Y algún caso concreto de algún albañil que por su formación tiene más facilidad para obtener trabajo cuando se le acaba otro.

Economía sumergida

La gran mayoría de los inmigrantes marroquíes están dentro de la denominada "economía sumergida". No tienen contratos de trabajo, en consecuencia los patrones no les pagan la Seguridad Social. Trabajan a destajo y las horas extras son remuneradas como sino las fueran. En este sentido parece mantenerse su situación con respecto a su pays de origen donde del 35 al 65% de la economía es sumergida o informal [6].

Además, se dan varios casos de engaño de los empresarios a los trabajadores marroquíes haciéndoles creer que estaban al día de la Segurida

[6] - **M. Salahdine**, " *L'emploi invisible au Maghreb. Etudes sur l'économie parallèle*" SMER, Rabat, 1991; sostiene que en el Maghreb el trabajo asalariado sólo costituye entre 15 25%.

Social y que todo estaba legal. Los que más sufren son aquellas personas de 50 y más años que descubren su situación cuando les echan del trabajo y descubren que los han estafado y que no pueden acogerse a la Seguridad Social. Para peor, ahora les resulta más difícil conseguir trabajo.

Descenso de la oferta laboral

El colectivo rifeño en particular es el más afectado por el descenso de la oferta laboral. Este descenso se debe a las siguientes causas:

1. Ha crecido la competencia por parte de otros colectivos de inmigrantes. En Boadilla del Monte, por ejemplo, la presencia de polacos está incidiendo mucho en el campo de la jardinería y las chapuzas. Incide el hecho de que este colectivo está mejor cualificado laboralmente, muchos tienen estudios universitarios, y la cultura es más similar a la española.

2. El grado de formación laboral que traen de su país de origen es bajísimo. No están en condiciones de competir con otros colectivos de inmigrantes ni con algunas pequeñas empresas de jardinería que se han ido creando en los últimos años. Recordemos que la mayoría de los rifeños vienen de una zona de tierras de secano donde todavía siguen utilizando herramientas de cultivo en desuso en Europa. (Rachid Raha y Leila Chafái). Por otra parte, no invierten en formación laboral aquí en España. Este dato nos lo ha corroborado Ali Larbi quien estudiando la inmigración marroquí subraya el escaso interés en invertir en formación por parte del colectivo marroquí, en general, y el rifeño en concreto.

   En consecuencia, sólo están capacitados para trabajos manuales y dentro de éstos los más bajos.

3. Incide en gran medida las características del proyecto migratorio de este colectivo. En efecto, su interés prioritario es el de enviar dinero a su familia para sostenerla y al mismo tiempo ir mejorando sus casas o construyendo otras en las ciudades costeras de Marruecos. En algunos casos este proyecto se modifica al decidirse traer a su familia. Este aspecto influye en todos los demás.

4. Por último, sobresalen dos características del mercado laboral español, tanto el de la economía emergente como el de la economía sumergida.

4.1- Por un lado, que las empresas de construcción prefieren tener un equipo de obreros cualificados que pueden movilizarse geográficamente de

manera fácil. De esta forma solamente contratan o subcontratan a otras empresas obreros para tareas manuales de manera temporal.

4.2- Por otro lado, en algunas ramas como la jardinería se van introduciendo algunos adelantos tecnológicos (por ejemplo, el riego automático) por lo cual se modifica el régimen de contratos. Ahora prefieren hacer los contratos por horas. Aquí compiten algunas pequeñas empresas de jóvenes españoles que cuentan con herramientas más modernas.

7 - ¿Ghettos de ricos y ghettos de pobres?

La cuarta hipótesis era la de que existe un proceso de "ghettización" creciente de los inmigrantes extranjeros, en particular de los marroquíes.

En principio debemos distinguir dos grandes colectivos: el colectivo marroquí (con sus significativas diferencias internas) y el colectivo del área latinoamericana (también con sus grandes diferencias entre los distintos orígenes nacionales).

En el colectivo marroquí se da un creciente proceso de ghettización. Las razones son varias:

1. Por motivos de estrategias que pertenecen a sus pantas culturales, los Rifeños que residen en esta zona utilizan la táctica de apoyarse mutuamente para salir adelante, dando la impresión de rechazo a la integración con los autóctonos. Antes lo interpretaba como resistencia cultural que ahora creo que obedece a las razones de minoría frente a mayoría, analfabetismo, y a mucho por estrategia para salir adelante. Esto se constata en que los Rifeños que provienen de zonas urbanas y con niveles de formación buenos se integran con suma facilidad.

2. El factor clase social influye decisivamente. La sociedad autóctona suele ser clasista, por lo que acoge mejor a un marroquí de clase media o clase alta a uno de clase baja. Con los rifeños ocurre que vienen de un medio social (y rural) muy deprimido económicamente [7].

---

(7) - Así lo refieren Leila Chafai en sus trabajos inéditos y en su investigación en el Rif en el año 1983 (en árabe) y **Rachid Raha Ahmed** en su artículo "*La sociedad amazigh del Rif: De la montaña hacia Europa*. En el libro "Culturas Rifeñas: el otro Marruecos", del Centro de Investigación Etnológica Angel Ganivet, Granada, 1997. p. 5.

3. La formación o nivel educativo es muy bajo en el colectivo rifeño. Esto quita posibilidades a la integración. Hemos de llamar la atención que este factor influye significativamente también en la población autóctona en los procesos de exclusión social.

4. Los factores legal, laboral y económico, conjuntamente con los anteriores, influyen en que los marroquíes se hacinen en chabolas y se apiñen en naves o en viviendas pequeñas y depauperadas.

Por su lado, el colectivo latinoamericano presenta mayor tendencia hacia la integración. Sin embargo, esta observación depende de varios factores:

1. Del nivel de formación con el que proceden de su país de origen.
2. Dicha integración es más probable si se establecen con sus familias o cuando se establezcan con éstas.
3. Si el proyecto migratorio no es a corto plazo, sino que se establecen con idea de afincarse definitivamente.
4. Si la acogida por el municipio y sus vecinos es positiva.

En el futuro consideramos que habría que analizarse a los dos colectivos, la sociedad receptora y el colectivo inmigrante porque cuando se establece relación entre dos colectivos es necesario el conocimiento por ambas bandas.

No obstante, queremos sugerir una punta de este iceberg. Si hablamos de la tendencia de ghettización de determinados colectivos inmigrantes hemos de observar también en la Mancomunidad una tendencia parecida. Sino ¿cómo interpretar estos procesos de creación de urbanizaciones a las que solamente acceden los que viven en ella? Tienen sus clubes, sus mundos de relaciones sociales con un carácter fuertemente clasista, incluso desconociendo la situación de los que viven en el chalé vecino.

8 - El futuro hipotecado de los menores marroquíes.

La quinta hipótesis de trabajo era la de que habría de existir un alto índice de fracaso escolar de los menores inmigrantes dadas las dificultades de lengua, cultura y situación socio-económica.

De momento obviamos la utilización del concepto de fracaso escolar respecto a los menores marroquíes, ya que el Ministerio de Educación y los

mismos profesores, son muy reticentes para referirse a su situación en estos términos.

Es preocupante constatar que los menores marroquíes o de origen marroquí tienen importantes escollos que resolver para estar insertos en la sociedad receptora en esta Mancomunidad. Estos escollos se dan a varias bandas:

1. Percepción de rechazo de la sociedad receptora o al menos de pretender que permanezcan en una situación marginal.

2. La propia dinámica del choque cultural que les lleva a sentirse extraños y a la vez partícipes de la sociedad de acogida.

3. las grandes dificultades que sufren para engancharse al curriculum escolar provocan que su horizonte de formación se cierre y se centre en los Cursos de Garantía Social.

   Hemos de destacar que esta temática no solamente ha de intentar explicarse desde la perspectiva cultural sino de estratificación social. Es decir, los inmigrantes pertenecientes a una clase media en su país de origen suelen tener el mismo nivel de éxito escolar que los menores autóctonos.

   Sin embargo, los menores inmigrantes de clase baja en su país de origen tienen tantas dificultades escolares para acceder al éxito escolar como los menores de nuestros barrios marginados. Sino basta ver como el fracaso escolar en los barrios de Villaverde y la zona Sur de Madrid se sitúa en el 50% muy superior al del resto de los barrios madrileños.

4. Tendencias de choque cultural dentro de las familias, especialmente familias marroquíes.

5. En general las chicas hacias los 16 años suelen dejar el colegio porque los padres les obligan quedarse en casa. Ellas sufren un choque con expectativas que les transmite y genera la sociedad española a través de la escuela y otras instituciones.

Nos tememos que en el futuro los conflictos intrafamiliares en las familias marroquíes se incrementarán. Se unen dos elementos: el choque cultural que sufren los menores, especialmente las niñas, entre la cultura de origen y la de la sociedad acogida, y, el choque intergeneracional.

9 - El chabolismo : un hecho desconocido en el Rif.

La descripción de las condiciones de vivienda y en parte de las de vida de los rifeños en Boadilla nos servirá de excusa para reflejar mucho del trabajo de campo que hemos llevado a cabo en este municipio. Si sobresale el hecho del chabolismo en Boadilla del Monte será debido a causas económicas y sociales pero no a que sea un hecho o práctica social propia del Rif. En efecto, en el Rif no existen chabolas. Nuestro preliminar trabajo de campo en aquella zona y los datos de nuestros informantes nos desmienten la existencia de chabolismo sino que, por el contrario, nos confirman que los rifeños viven en casas separadas por más de 100 metros en los duares. Y en Alhucemas que es una ciudad de donde proceden muchos rifeños no hemos localizado nada parecido a chabolas. Aunque si hay bolsas de pobreza importante.

Por otra parte, hemos de señalar que la situación de los diferentes asentamientos está cambiando constantemente y actualmente se está llevando a cabo un plan de realojamiento promovido por A.S.T.I., el ayuntamiento de Boadilla del Monte y la Comunidad de Madrid y la participación de Pro-vivienda. Al mismo tiempo desde el ayuntamiento se está impulsando la desaparición de las chabolas y asentamientos en las fincas. Así, por ejemplo, la descripción que se hizo de la finca de Jesús ya no corresponde con la situación actual porque se han derribado prácticamente toda las habitaciones donde vivían. Y en la finca de Enrique se han ido muchos rifeños también bajo esa presión. Se han desperdigado por Madrid, pueblos vecinos y también fuera de la Comunidad Autónoma de Madrid.

9.1 - La finca de Enrique.

Parece ser que lo que hoy se contempla como un asentamiento de chabolas, en sus inicios, allá por 1983-84, era una finca donde vivían algunos rifeños. Todavía residen ahí algunos de los primeros asentados que continúan en una importante precariedad legal, laboral y de vivienda.

Posteriormente fue conformándose como un asentamiento, intensificándose el ritmo de concentración chabolaria hacia fines de la década pasada. Es a principios de los 90, en especial en razón del proceso de regularización de 1991, cuando adquiere grandes dimensiones, convirtiéndose en uno de los poblados chabolistas más grandes de la Comunidad de Madrid, y el de mayor tamaño de la Mancomunidad Intermunicipal "La Encina".

Comparando los datos proporcionados por varios informantes y las fotos tomadas al asentamiento en los años 1996 y 1997, se observa actualmente una sensible disminución. En marzo del presente año el Ayuntamiento ha censado 98 chabolas. De las cuales, en el momento de censar, a las 8:30 de la mañana, muchas de ellas estaban vacías.

Según nuestra observación y la de dos informantes actualmente no suman 70 chabolas. Además, en estos meses de investigación hemos constatado una lenta disminución del número de chabolas y, por consiguiente, de habitantes que se han ido desplazando a otros lugares de la Comunidad de Madrid.

Las chabolas están situadas sobre una orilla del Arroyo de los Pastores, conocidas también por este nombre (o también Los Yelmos o del pozo de agua, etc.), en torno a un pozo de agua a unos 300 metros de la Carretera a Brunete. Cuando llueve, el arroyo de los Pastores, que suele estar seco, gana caudal por lo que para acceder al poblado se cruza sobre unas piedras o bien por el lado de la carretera de Brunete.

El Ayuntamiento en 1996 instaló tres tanques de agua y contenedores de basura a la entrada del asentamiento, desde dicha carretera.

En el asentamiento existen dos concentraciones importantes de chabolas o "barrios". El más grande, de unas 30 chabolas, está situado hacia la izquierda del pozo, si uno se sitúa de frente a ese pozo viniendo por la entrada del Instituto Máximo Trueba y antes de cruzar el arroyo. El otro "barrio" está hacia la derecha del pozo de agua.

Al lado del pozo, hacia la izquierda, estaban hasta el 31 de octubre, fecha en que se derribaron y quemaron por orden judicial, 3 chabolas, dos de cuales cumplían funciones de bares y una tercera de "lechería". En el estudio de Vidal (1994), consignaban la existencia de un cafetín.[8]

El que hemos denominado como "barrio de la izquierda" se caracteriza por la concentración de un importante número de personas mayores, algunos ya ancianos, también niños. Es donde se concentran lo que ellos llaman "los curas" que visten sus chilabas. En realidad son enseñantes del Corán y les reconocen

(8) "*Los rifeños en Boadilla: Los poblados chabolistas de Abdelkrim*" de José A. Vidal, Carmen Moreno, Nieves Gascón y Mª del Socorro Escobar, 1994 (inédito) p.47.

autoridad en la enseñanza de éste. Les llaman también "orfe".[9] Algunos cuantifican en unos 20 enseñantes (u orfes) del Corán.

El "barrio de la derecha" está más escondido por unos árboles y porque el terreno es más bajo. Allí se concentra la gente más joven.

Este asentamiento actualmente está cercado por las obras de la urbanización que se está levantando y que se llamará "Los Yelmos". Ya está parcelado el terreno, construídas las calles aún sin pavimentar, instaladas las farolas y los contadores de electricidad. Ya comienzan a verse signos de que pronto se empezarán las obras de construcción de los chalets y edificios de pisos. Al fondo, hacia Brunete, a unos 300 metros se divisan unas grúas y las estructuras de unos edificios que se están construyendo.

Las chabolas están construídas de maderas viejas, puertas, lonas, plásticos, chapas de cartón, etc., recogidas en las calles y en los contenedores. La dimensión media es aproximadamente de 3 metros por 4 metros por 1,80. Algunas son más grandes como por ejemplo los bares-chabolas.

Para cocinar utilizan camping-gas y para calentar la chabola usan estufas de gas butano. Dentro pueden tener una silla, una mesita de madera y una cama con colchón viejo. Algunas chabolas tienen un ventanuco que tapan con una madera.

No tienen electricidad ni red de saneamiento de aguas residuales. Tampoco tienen instalados ningún tipo de servicios por lo que sus necesidades las hacen al aire libre entre los matorrales.

Por supuesto, tampoco tienen duchas por lo que para ducharse van a los baños públicos de Aluche, de Bravo Murillo o de la calle Embajadores, en Madrid.

He visto utilizar el agua del pozo para fregar y para preparar el té marroquí en los bares-chabolas.

Hace un tiempo habían destinado una chabola para la oración pero que fue derribada posteriormente por orden judicial.

---

(9) - No he podido corroborar si dicho nombre es correcto. Parece ser que pueden pertenecer a cofradías religiosas propias del Rif.

Los bares-chabolas.

Estos bares-chabolas han servido, hasta su reciente derribo, para varias cosas. Sin lugar a dudas era un sitio de reunión, es más, era el centro de reunión de los habitantes de las chabolas. Pero, también constituían el lugar de encuentro para muchos rifeños que están desperdigados geográficamente en otros municipios.

Venían desde el barrio La Fortuna, Fuenlabrada, Vallecas, Villaviciosa, Guadalajara, Móstoles, Valdemorillo, etc., para encontrarse con sus parientes y paisanos. Era un sitio de descanso, ya que se hablaba su lengua, *tarifit*,[(10)] se transmitían las informaciones sobre trabajo, permisos de trabajo, y otra serie de informaciones desde las que provenían de su pueblo de origen o de los pueblos de la Comunidad de Madrid, y aún más allá, Segovia, etc.

Para los residentes en las chabolas se les ofrecía la cena, para los adultos y menores un plato de sopa (harira) o té marroquí. He observado a más de diez niños tomarse un plato de sopa constituyendo ésta la cena. Allí mientras tomaban la sopa, o un refresco, o un té, miraban las noticias de los canales de televisión española y del norte de Africa.

En el bar más grande, creemos que era el más reivindicativo porque tenía dos posters de Abdelkrim El Khattabi (líder rifeño que aglutinó a sus paisanos contra el protectorado español), de unos 15 o 20 metros cuadrados, era frecuentado por los más jóvenes. Por la tarde departían fumando hachís, tomando algún refresco y jugando al dominó u otros juegos de mesa; jóvenes (y a veces no tan jóvenes) rifeños y adolescentes autóctonos, de Boadilla del Monte y de otros municipios. Hasta de Madrid capital.

Creo que éste era uno de los sitios donde se hacían las transacciones de compra-venta de hachís dentro del asentamiento. También hemos visto que dichos negocios se hacían al lado de los tanques de agua.

---

(10) - Parece haber acuerdo entre los socio-lingüistas para denominar al dialecto del thamazight (bereber) utilizado en el Rif como ***tarifit*** y no chelja u otros. El chelja es también dialecto del thamazight pero usado en el Atlas también conocido como tashilhlt. En nuestro trabajo de campo hemos visto como la cara de los niños se les iluminanba cuando se les preguntaba por el tarifit como su lengua materna. **David M. Hart**, gran conocedor del mundo rifeño, en "*The Aith Waryaghar of the Moroccan Rif. An Ethnography and History*", The University of Arizona Press, 1976, describe las variantes principales del thamazight en Marruecos, entre los años 1950 y 1970.

En general, creemos que existe cierta permisividad dentro del asentamiento al consumo y venta de hachís. Además, coincide que ésa es la crítica de los rifeños que viven en las otras fincas y asentamientos de chabolas a los habitantes de la finca de Enrique. No es mera casualidad que el Rif sea conocido como la primera región mundial en el cultivo de *cannabis* [(11)].

Curiosamente frente a esa permisividad de los asentados ante el hachís existe una vigilancia estrecha por parte de la policía durante los fines de semana. Una o dos coches-patrulla suelen situarse en las entradas a éste controlando la entrada y salida de las personas. En principio, parece que no hay otra razón que ésta porque no suelen tener altercardos entre los habitantes de la finca de Enrique.

9.2 - La finca de Jesús.

La Finca de Jesús está situada a unos doscientos cincuenta metros de la carretera que va de Boadilla a Madrid, M-511, sobre una suave loma al lado de una hormigonera perteneciente a Jesús dueño de la finca.

Es una construcción en forma de nave hecha en bloques y con un tejado de tejas rojas. Tiene unos ventanucos pequeños, por lo que visto desde fuera parece una cárcel o un gallinero enorme. Tiene dos plantas, pero la que está ocupada por los inmigrantes es la segunda planta. Parece ser que en la primera el dueño guarda materiales y herramientas.

Se accede a la segunda planta a través de una escalera de cemento. Esta construcción se divide en tres pasillos con lo que se obtiene 3 bloques de habitaciones, unas seis habitaciones por bloque lo que suman unas 16 habitaciones. Son habitaciones de unos tres por tres metros, lo que hace unos nueve metros cuadrados como mucho.

En algunas habitaciones practican un agujero de unos 25 cm^2. que tapan con cartones o trozos de colchonetas de espuma. Viven un promedio de 3 personas por habitación. Normalmente las camas están dispuestas alrededor de la pared y las utilizan como asiento y en el centro tienen una mesa pequeña y alguna silla. Algunos tienen neveras viejas y hasta televisor. A modo de armario extienden unas cuerdas de pared a pared de la habitación donde tienen colgada la ropa y otros las ponen en cajas al lado de las camas. La habitación tiene una bombilla en el centro de la habitación.

(11) - **Rachid Raha Ahmed**, 1997, ibidem. p. 1.

No tienen calefacción, usan bombonas de gas o algún artilugio eléctrico, o simplemente con el camping gas mientras cocinan calientan la habitación. Y luego, por supuesto, el calor humano hace mucho.

Disponen por pasillo, que pueden ser unas 15 personas, de un retrete que está situado en una habitación grande a la entrada del pasillo. Este retrete está separado del resto de esa habitación por un tabique de madera y una cortina que apenas cubre todo el hueco, por lo que quien hace sus necesidades está a la vista.

Al lado del retrete hay un grifo de agua del que sale un hilito de agua sobre una pila de lavar ropa. Allí lavan la ropa, friegan los cacharros de comida, etc. Frente a la puerta de la habitación hay una ducha.

Hemos observado en las habitaciones una cantidad de aparatos eléctricos conectados y enchufes que puede ser motivo de algún disgusto por recarga de la red eléctrica de la vivienda.

En las habitaciones cada uno prepara su comida, una sopa o lo que fuera en un camping gas. El rato de mayor estancia es en la noche, donde se reúnen los inquilinos por habitaciones para preparar la cena, cenar, ver la televisión, conversar, fumar, o rezar sobre una alfombra.

Llama la atención que la comida la preparan por habitación, cada una tiene un camping gas, es decir, para dos o tres personas. No hemos observado que se reunieran más personas e hicieran una olla común para compartir, ya fuera por pasillo o por grupos de los más cercanos o parientes.

Esto parece reflejar un comportamiento individualista y autónomo. Son capaces de apoyarse solidariamente, en especial entre los parientes, pero no se observan actitudes de realizar tareas comunitarias.

En las 2 viviendas del Ventorro, donde se hacinan varias personas en la sala de estar y cocina-comedor, observamos varias bombonas de gas. Cada uno tenía su bombona de gas para preparar su comida y la de sus hijos. Costumbre habitual también en la Finca de Luis.

En esta Finca pagan 20.000 pesetas (=1333Dh) por habitación. Por lo cual si viven tres adultos les sale a unas 6.700 ptas. (446 Dh) aproximadamente. Por lo cual el dueño se embolsa por alquiler entre 300.00

(10000 Dh) y 360.000 pesetas (24000 Dh) mensuales. De donde detrae como gasto la electricidad, porque el agua que utilizan es de un pozo que tiene la finca. Y parece ser que sólo tiene un contador de electricidad con la cual abastece al depósito de materiales de construcción, a la nave habitada por marroquíes y al chalé de los dueños de la finca.

Hace cinco años en los terrenos de esta finca los marroquíes vivían en un asentamiento de unas 25 chabolas (según el informe de Cruz Roja) que estaban ocultos detrás de una colina y que tenían las mismas características de construcción y de habitabilidad que las de la Finca de Enrique. Según uno de los antiguos residentes en esas chabolas llegaron a vivir hasta 250 personas.

El Ayuntamiento, hace algunos años atrás, presionó a los dueños de la finca a quitar esas chabolas. Dado que la obra del chalé y de la fábrica de materiales no tenían su respectivo permiso municipal, se comenta que llegaron a un acuerdo, Ayuntamiento y dueños de la finca, por el cual el primero les otorgaría el permiso de obra correspondiente y éstos quitaban las chabolas y situaban a los marroquíes en un edificio que es el actual. Estos terrenos están calificados como zona rural.

Junto a los almacenes de materiales de construcción vive un marroquí con su familia que lleva varios años trabajando para Jesús. En esta finca viven unos 10 niños y más de 30 adultos.

9.3 - La finca de Luis.

Esta finca está situada a unos 400 metros de la fábrica de materiales de Jesús. Está hacia la derecha de un camino de gravilla que lleva a la finca Los Mantillos. Hay un cartel de madera saliendo de la carretera de Boadilla a Villaviciosa indicando la finca Los Mantillos.

Al lado de una cantera de grava donde están saliendo y entrando continuamente camiones se encuentra una fábrica de abono químico. Junto a ésta se encuentra una nave construida en bloques con techo de P.V.C..

La nave y la fábrica están situadas bastante más abajo que el camino, ocultas detrás de montañas de grava, por lo que no se pueden observar desde el camino. Allí viven unos 15 rifeños, la mayoría provenientes de Bni Tussin. De los cuales 6 son menores de edad.

Una pared divide la nave en dos cuerpos. El cuerpo de la derecha tiene una habitación a la entrada que sirve de cocina-comedor y sala de estar. Allí se encuentran varios campings-gas donde cada individuo o núcleo familiar pequeño (padre e hijos) hace su comida. Cuentan con 3 habitaciones pequeñas con un retrete y una ducha.

Sin embargo, el cuerpo de la izquierda no tiene ni retrete ni ducha, por lo que hacen sus necesidades afuera, al descampado, y van a los baños públicos de Madrid, en Bravo Murillo o Embajadores. En principio, parece que los de la derecha no comparten el retrete ni la ducha con sus convecinos. Junto al bloque derecho existe una habitación con la tubería y caudal suficiente para instalar unos retretes y duchas. Los vecinos de la izquierda intentaron convencer a los de la derecha para acondicionar ese baño.

Según nuestras informaciones no hubo acuerdo por lo que la situación de los vecinos de la izquierda sigue igual. No sabemos qué disposición tenía el dueño de la finca para llevar a cabo esos arreglos. El agua la toman de un grifo que está en el exterior de la nave.

Uno de los inquilinos de la izquierda se ha ido a vivir a un piso en Navalgamella por esta razón y porque sus nuevos compañeros de piso son de su clan familiar. Según ha expresado no se sentía a gusto con los de la Finca de Luis.

Actualmente pagan 6.000 pesetas los adultos, pero hace varios años, en la década de los setenta, le habían cedido el local para que vivieran en esta nave y no les cobraban. El residente más antiguo en esta vivienda lleva 26 años, desde 1971.

Manifiestan preocupación por las condiciones de insalubridad en que viven ya que tienen al lado la fábrica de abono químico anteriormente mencionada, que huele fatal, y que cuando levanta el viento resulta imposible permanecer en la nave.

10 - Algunas propuestas de actuación.

Nuestro estudio finalizaba con unas cuantas propuestas de actuación de las que extraemos sucintamente cuatro de ellas.

Nos tememos, con fundamento, que la situación de indefensión jurídica y, en consecuencia, de irregularidad, se agrave en los próximos meses. Se está desencadenando una avalancha de denegaciones de permisos de trabajos, para los hombres marroquíes en especial, por lo que el proceso de depauperización será creciente. ¿Se incrementará el chabolismo o se hacinarán en viviendas en los distintos municipios de la Comunidad de Madrid?

Por eso proponíamos establecer acuerdos entre las distintas Administraciones, para regularizar a los marroquíes residentes en la Mancomunidad concediéndoles permisos de trabajo de mayor duración. Teniendo en cuenta los siguientes requisitos: los que tengan familia e hijos, los que lleven más de 10 años establecidos aquí y los que no tengan antecedentes penales graves[(12)].

En segundo lugar proponíamos la actuación conjunta y coordinada de las distintas Administraciones: Servicios Sociales, Dirección Provincial de Educación, INSALUD, Tribunales de Justicia, Policía, etc.

A modo de ejemplo se propone la coordinación de los Servicios Sociales del municipio, profesores de los colegios e institutos, médicos del INSALUD, la Policía local, Ongs., etc. para atender a los menores de edad marroquíes (léase rifeños) tanto en Boadilla del Monte como en los restantes municipios.

En tercer lugar, mencionábamos a la Mediación Intercultural.[(13)] Establecer un programa de mediadores interculturales en aquellos municipios donde la presencia del colectivo marroquí sea importante. En los municipios pequeños, como Villanueva del Pardillo, Quijorna y Brunete, el mediador intercultural ejercería sus funciones en relación con el colegio, con los Servicios Sociales, el INSALUD y la Policía local, etc. En los otros más grandes lo haría en relación a dos o tres administraciones solamente.

(12) - Actualmente el autor discrepa con su propuesta de regularización respecto a que considera que no puede ponerse el requisito de 10 años de estancia en España para regularizar a los marroquíes. Considera que 5 años aún es mucho tiempo. También quitaría el requisito de que tuvieran familia e hijos. Pero mantendría el tercer requisito.

(13) - Ya hay antecedentes en Madrid-capital de la Mediación Intercultural con el programa que está llevando a cabo el Ayuntamiento de Madrid y la Universidad Autónoma de Madrid que dirige el profesor Carlos Giménez. Cfr.: **Giménez, Carlos** *"La Naturaleza de la Mediación Intercultural"* en la Revista MIGRACIONES, nº2, 1997, pp. 75-99, de la Universidad Pontifica Comillas, Madrid.

Urge el seguimiento de los más de 45 menores rifeños que viven en familias monoparentales (normalmente con su padre) en Boadilla del Monte. Para lo cual se propone que uno o dos mediadores (que al menos uno sea rifeño) haga dicho seguimiento en coordinación con el colegio, Servicios Sociales y el Insalud.

En cuarto lugar, presentábamos dos propuestas de cara al problema de la vivienda.

Primero, promover construcción de viviendas sociales para la población autóctona e inmigrante.

Segundo, un plan de realojo para inmigrantes en situación de chabolismo entre varias entidades [14].

Para terminar, hemos de recalcar la necesidad de estudiar el fenómeno migratorio rifeño como un proceso que lleva ya muchos años y que está ocasionando unos cambios sociales y culturales de gran magnitud en el Rif como en los rifeños residentes en Europa. Estos aspectos también deben ser tenidos en cuenta a la hora de elaborar políticas sociales.

(14) - Para el tema de las propuestas tomamos en cuenta las sugerencias de **Carlos Giménez** en "*Inmigrantes Extranjeros en Madrid*", Comunidad de Madrid, 1993, páginas 121-132.